

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

CAISSE RÉGIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE MUTUEL CENTRE LOIRE

Société coopérative à capital et personnel variables régie par les dispositions du Livre V du
Code monétaire et financier au capital de 56 118 500,00 Euros
Siège social : 8, allée Samuel Paty 18000 BOURGES
398 824 714 R.C.S BOURGES

A. — Comptes individuels au 31/12/2024.

Arrêtés par le Conseil d'administration de Crédit Agricole Centre Loire
En date du 31 janvier 2025 et soumis à l'approbation de l'Assemblée générale ordinaire en date du 27 mars 2025.

I. — Bilan au 31 décembre 2024.
(En milliers d'Euros)

Actif	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Operations interbancaires et assimilées		629 131	407 911
Caisse, banques centrales		73 284	71 386
Effets publics et valeurs assimilées	5	248 518	198 194
Créances sur les établissements de crédit	3	307 329	138 331
Operations internes au Crédit agricole	3	1 917 266	2 355 053
Operations avec la clientèle	4	16 278 522	16 313 220
Operations sur titres		998 578	691 676
Obligations et autres titres à revenu fixe	5	498 720	488 124
Actions et autres titres à revenu variable	5	499 858	203 552
Valeurs immobilisées		1 471 167	1 437 101
Participations et autres titres détenus à long terme	6-7	1 254 308	1 241 618
Parts dans les entreprises liées	6-7	96 294	92 687
Immobilisations incorporelles	7	1 454	1 484
Immobilisations corporelles	7	119 111	101 312
Capital souscrit non verse			
Actions propres			
Comptes de régularisation et actifs divers		251 581	245 347
Autres actifs	8	128 875	112 194
Comptes de régularisation	8	122 706	133 153
Total actif		21 546 245	21 450 308

Passif	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Operations interbancaires et assimilées		390 029	223 809
Banques centrales			
Dettes envers les établissements de crédit	10	390 029	223 809
Operations internes au Crédit agricole	10	10 400 394	10 692 367
Comptes créditeurs de la clientèle	11	7 451 620	7 235 103
Dettes représentées par un titre	12	238 222	205 920
Comptes de régularisation et passifs divers		317 767	407 975
Autres passifs	13	174 110	216 302
Comptes de régularisation	13	143 657	191 673
Provisions et dettes subordonnées		413 601	419 391
Provisions	14-15-16	162 413	153 375
Dettes subordonnées	17	251 188	266 016
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)		144 011	144 011
Capitaux propres hors FRBG	18	2 190 601	2 121 732
Capital souscrit		56 119	56 119
Primes d'émission		201 754	201 754
Réserves		1 856 730	1 792 563
Ecarts de réévaluation			
Provisions réglementées et subventions d'investissement			
Report à nouveau			
Résultat de l'exercice		75 998	71 296
Total passif		21 546 245	21 450 308

Hors-bilan	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Engagements donnés		2 016 834	1 957 001
Engagements de financement	24	1 520 099	1 543 800
Engagements de garantie	24	495 885	411 649
Engagements sur titres	24	850	1 552
Engagements reçus		6 161 033	6 093 915
Engagements de financement	24	17 735	16 499
Engagements de garantie	24	6 140 630	6 075 864
Engagements sur titres	24	2 668	1 552

Les opérations de change Hors-bilan et les opérations sur instruments financiers à terme sont présentées respectivement en note 21 et 22.

II. — Compte de résultat au 31 décembre 2024.

(En milliers d'Euros)	Notes	31/12/2024	31/12/2023
Intérêts et produits assimilés	27	557 316	480 402
Intérêts et charges assimilées	27	-440 723	-375 080
Revenus des titres à revenu variable	28	70 490	58 139
Commissions (produits)	29	225 636	223 434
Commissions (charges)	29	-41 020	-40 476
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	30	812	891
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	31	3 148	8 980
Autres produits d'exploitation bancaire	32	2 401	11 378
Autres charges d'exploitation bancaire	32	-1 476	-2 027
Produit net bancaire		376 584	365 641
Charges générales d'exploitation	33	-250 833	-252 486
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles		-11 360	-11 008
Résultat brut d'exploitation		114 391	102 147
Coût du risque	34	-34 558	-23 019
Résultat d'exploitation		79 833	79 128
Résultat net sur actifs immobilisés	35	3 119	3 724
Résultat courant avant impôt		82 952	82 852
Résultat exceptionnel			
Impôts sur les bénéfices	37	-6 954	-11 556
Dotations / reprises de FRBG et provisions réglementées			
Résultat net de l'exercice		75 998	71 296

III. — Annexes aux comptes sociaux.**Notes 1. – Cadre juridique et financier et faits caractéristiques de l'exercice.**

1.1. Cadre juridique et financier. — La Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire est une société coopérative à capital variable régie par les articles L.512-20 et suivants du Code monétaire et financier et la loi n°47-1775 du 10/09/1947 portant statut de la coopération.

Sont affiliées à la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire, 91 Caisses locales qui constituent des sociétés coopératives ayant une personnalité juridique propre.

Les comptes individuels sont représentatifs des comptes de la Caisse régionale seule, tandis que les comptes consolidés, selon la méthode de l'entité consolidante, intègrent également les comptes des Caisses locales et le cas échéant, les comptes des filiales consolidables.

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire est agréée, avec l'ensemble des Caisses locales qui lui sont affiliées, en qualité de banque mutualiste ou coopérative, avec les compétences bancaires et commerciales que cela entraîne. Elle est de ce fait soumise à la réglementation applicable aux établissements de crédit.

Son siège social est situé au 8, Allée Samuel Paty, 18920 Bourges Cedex 9. Son n° d'immatriculation est 398 824 714 RCS Bourges. La Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire est également une société en courtage d'assurances.

Au 31 décembre 2024, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire fait partie, avec 38 autres Caisses régionales, du réseau Crédit Agricole dont l'organe central, en application de l'article L.511-30 du Code monétaire et financier, est Crédit Agricole S.A. Les Caisses régionales détiennent la totalité du capital de la SAS Rue La Boétie, qui détient elle-même, 62,45 % du capital de Crédit Agricole S.A., cotée depuis le 14 décembre 2001, Crédit Agricole SA est à ce jour cotée sur Euronext Paris compartiment A.

Le solde du capital de Crédit Agricole S.A. est détenu par le public (y compris les salariés) à hauteur de 37,55 %.

Crédit Agricole S.A. coordonne l'action des Caisses régionales et exerce, à leur égard, un contrôle administratif, technique et financier et un pouvoir de tutelle conformément au Code monétaire et financier. Du fait de son rôle d'organe central, confirmé par la loi bancaire, il a en charge de veiller à la cohésion du réseau et à son bon fonctionnement, ainsi qu'au respect, par chaque Caisse régionale, des normes de gestion. Il garantit leur liquidité et leur solvabilité. Par ailleurs, en 1988, les Caisses régionales ont consenti une garantie au bénéfice des tiers créanciers de Crédit Agricole S.A., solidairement entre elles, et à hauteur de leurs fonds propres agrégés. Cette garantie est susceptible d'être mise en œuvre en cas d'insuffisance d'actif de Crédit Agricole S.A. constatée à l'issue de sa liquidation judiciaire ou de sa dissolution.

1.2. Relations internes au Crédit Agricole.

Mécanismes financiers internes. — L'appartenance de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire au réseau du Crédit Agricole se traduit en outre par l'adhésion à un système de relations financières dont les règles de fonctionnement sont les suivantes :

— Comptes ordinaires des Caisses régionales : Les Caisses régionales ont un compte de trésorerie ouvert dans les livres de Crédit Agricole CIB, qui enregistre les mouvements financiers correspondant aux relations financières internes au Groupe.

— Comptes d'épargne à régime spécial : Les ressources d'épargne à régime spécial (Livret d'épargne populaire, Livret de développement durable et solidaire, compte et plan d'épargne-logement, livret épargne populaire, Livret jeune et Livret A) sont collectées par les Caisses régionales pour le compte de Crédit Agricole S.A., où elles sont obligatoirement centralisées. Crédit Agricole S.A. les enregistre à son bilan en « Comptes créditeurs de la clientèle ».

— Comptes et avances à terme : Les ressources d'épargne non réglementées (comptes sur livrets, emprunts obligataires, bons et certains comptes à terme et assimilés, etc...) sont également collectées par les Caisses régionales au nom de Crédit Agricole S.A. et centralisées par Crédit Agricole S.A., elles figurent à ce titre à son bilan.

Les comptes d'épargne à régime spécial et les comptes et avances à terme permettent à Crédit Agricole S.A. de réaliser les « avances » (prêts) faites aux Caisses régionales destinées à assurer le financement de leurs prêts à moyen et long terme.

50% des ressources d'épargne collectées par les Caisses régionales leur sont restituées sous forme d'avances, dites « avances miroirs » (de durées et de taux identiques aux ressources d'épargne collectées), dont elles ont la libre disposition. Depuis le 1er janvier 2004, les marges financières issues de la gestion de la collecte centralisée (collecte non restituée sous forme d'avances miroirs) sont partagées entre les Caisses régionales et Crédit Agricole S.A. et sont déterminées par référence à l'utilisation de modèles de remplacement et l'application de taux de marché.

Par ailleurs, les Caisses régionales peuvent être refinancées sous forme d'avances négociées à prix de marché auprès de Crédit Agricole S.A.

— Transfert de l'excédent des ressources monétaires des Caisses régionales : Les ressources d'origine « monétaire » des Caisses régionales (dépôts à vue, dépôts à terme non centralisés et certificats de dépôts négociables) peuvent être utilisées par celles-ci pour le financement de leurs prêts clients. Les excédents sont obligatoirement transférés à Crédit Agricole S.A. où ils sont enregistrés en comptes ordinaires dans la ligne « Prêts et créances sur les établissements de crédit » ou « Dettes envers les établissements de crédit » (selon le sens du compte ordinaire ouvert dans les livres de Crédit Agricole CIB – Cf. ci-dessus) ou en comptes à terme dans les rubriques « Opérations internes au Crédit Agricole ».

— Opérations en devises : Le refinancement des activités en devises des Caisses régionales est réalisé auprès de Crédit Agricole S.A.

— Titres à moyen et long terme émis par Crédit Agricole S.A. : Ceux-ci sont placés sur le marché ou par les Caisses régionales auprès de leurs clients. Ils figurent au passif du bilan de Crédit Agricole S.A., en fonction du type de titres émis, en « Dettes représentées par un titre » ou « Provisions et dettes subordonnées ».

Couverture des risques de liquidité et de solvabilité, et résolution bancaire. — Dans le cadre du mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du Code monétaire et financier (CMF), Crédit Agricole S.A., en sa qualité d'organe central, doit prendre toutes mesures nécessaires pour garantir la liquidité et la solvabilité de chaque établissement de crédit affilié comme de l'ensemble du réseau. Ainsi, chaque membre du réseau bénéficie de cette solidarité financière interne.

Les dispositions générales du CMF ont été déclinées par des dispositifs internes qui prévoient les mesures opérationnelles à prendre dans le cadre de ce mécanisme légal de solidarité.

Dans le cadre de l'introduction en bourse de Crédit Agricole S.A., la CNCA (devenue Crédit Agricole S.A.) a conclu en 2001 avec les Caisses régionales un protocole ayant notamment pour objet de régir les relations internes au réseau Crédit Agricole. Ce protocole prévoit en particulier la constitution d'un Fonds pour Risques Bancaires de Liquidité et de Solvabilité (FRBLS) destiné à permettre à Crédit Agricole S.A. d'assurer son rôle d'organe central en intervenant en faveur des affiliés qui viendraient à connaître des difficultés. Les principales dispositions du protocole sont détaillées au Chapitre III du Document de référence de Crédit Agricole S.A. enregistré auprès de la Commission des Opérations de Bourse le 22 octobre 2001 sous le numéro R. 01-453.

Le dispositif européen de résolution des crises bancaires a été adopté au cours de l'année 2014 par la directive (UE) 2014/59 (dite Bank Recovery and Resolution Directive « BRRD »), transposée en droit français par l'ordonnance 2015-1024 du 20 août 2015, qui a également adapté le droit français aux dispositions du Règlement européen 806/2014 du 15 juillet 2014 ayant établi les règles et une procédure uniforme pour la résolution des établissements de crédit dans le cadre d'un mécanisme de résolution unique et d'un Fonds de résolution bancaire unique. La directive (UE) 2017/879 du 20 mai 2019 dite « BRRD2 » est venue modifier la BRRD et a été transposée par Ordonnance 2020-1636 du 21 décembre 2020.

Ce dispositif, qui comprend des mesures de prévention et de résolution des crises bancaires, a pour objet de préserver la stabilité financière, d'assurer la continuité des activités, des services et des opérations des établissements dont la défaillance aurait de graves conséquences pour l'économie, de protéger les déposants, et d'éviter ou de limiter au maximum le recours au soutien financier public. Dans ce cadre, les autorités de résolutions européennes, dont le Conseil de résolution unique, ont été dotées de pouvoirs très étendus en vue de prendre toute mesure nécessaire dans le cadre de la résolution de tout ou partie d'un établissement de crédit ou du groupe auquel il appartient.

Pour les groupes bancaires coopératifs, c'est la stratégie de résolution de « point d'entrée unique élargi » (« *extended SPE* ») qui est privilégiée par les autorités de résolution, par laquelle l'outil de résolution serait appliqué simultanément au niveau de Crédit

Agricole S.A. et des entités affiliées. A ce titre et dans l'hypothèse d'une mise en résolution du groupe Crédit Agricole, c'est le périmètre composé de Crédit Agricole S.A. (en sa qualité d'organe central) et des entités affiliées qui serait considéré dans son ensemble comme le point d'entrée unique élargi. Compte tenu de ce qui précède et des mécanismes de solidarité existant au sein du réseau, un membre du réseau Crédit Agricole ne peut pas être mis en résolution de manière individuelle.

Les autorités de résolution peuvent ouvrir une procédure de résolution à l'encontre d'un établissement de crédit lorsqu'elle considère que : la défaillance de l'établissement est avérée ou prévisible, il n'existe aucune perspective raisonnable qu'une autre mesure de nature privée empêche la défaillance dans des délais raisonnables, une mesure de résolution est nécessaire et une procédure de liquidation serait insuffisante pour atteindre les objectifs recherchés de la résolution ci-dessus rappelés.

Les autorités de résolution peuvent utiliser un ou plusieurs instruments de résolution, tels que décrits ci-dessous avec pour objectif de recapitaliser ou restaurer la viabilité de l'établissement. Les instruments de résolution devraient être mis en œuvre de telle manière à ce que les porteurs de titres de capital (actions, parts sociales, CCI, CCA) supportent en premier les pertes, puis les autres créanciers sous réserve qu'ils ne soient pas exclus du renflouement interne par la réglementation ou sur décision des autorités de résolution. La loi française prévoit également une mesure de protection lorsque certains instruments ou mesures de résolution sont mis en œuvre, tel le principe selon lequel les porteurs de titres de capital et les créanciers d'un établissement en résolution ne peuvent pas supporter des pertes plus lourdes que celles qu'ils auraient subies si l'établissement avait été liquidé dans le cadre d'une procédure de liquidation judiciaire régie par le code de commerce (principe NCWOL visé à l'article L. 613-57.I du CMF). Ainsi, les investisseurs ont le droit de réclamer des indemnités si le traitement qu'ils subissent en résolution est moins favorable que le traitement qu'ils auraient subi si l'établissement avait fait l'objet d'une procédure normale d'insolvabilité.

Dans l'hypothèse où les autorités de résolution décideraient d'une mise en résolution sur le groupe Crédit Agricole, elles procéderaient au préalable à la réduction de la valeur nominale des instruments de Fonds propres du compartiment CET1 (actions, parts sociales, CCI et CCA), instruments de Fonds propres additionnels de catégorie 1 et instruments de Fonds propres de catégorie 2, afin d'absorber les pertes puis éventuellement à la conversion en titres de capital des instruments de Fonds propres additionnels de catégorie 1 et instruments de Fonds propres de catégorie 2 ^[1]. Ensuite, si les autorités de résolution décidaient d'utiliser l'outil de résolution qu'est le renflouement interne, elles pourraient mettre en œuvre cet outil de renflouement interne sur les instruments de dette ^[2], c'est-à-dire décider de leur dépréciation totale ou partielle ou de leur conversion en capital afin également d'absorber les pertes.

Les autorités de résolution pourraient décider de mettre en œuvre de façon coordonnée, à l'égard de l'organe central et de l'ensemble des entités affiliées, des mesures de réduction de valeur ou de conversion et le cas échéant de renflouement interne. Dans ce cas, ces mesures de réduction de valeur ou de conversion et le cas échéant ces mesures de renflouement interne s'appliqueraient à toutes les entités du réseau du Crédit Agricole et ce, quelle que soit l'entité considérée et quelle que soit l'origine des pertes.

La hiérarchie des créanciers en résolution est définie par les dispositions de l'article L 613-55-5 du CMF en vigueur à la date de mise en œuvre de la résolution.

Les détenteurs de titres de capital et les créanciers de même rang ou jouissant de droits identiques en liquidation seraient alors traités de manière égale quelle que soit l'entité du Groupe dont ils sont créanciers.

L'étendue de ce renflouement interne, qui vise aussi à recapitaliser le groupe Crédit Agricole, s'appuie sur les besoins de fonds propres au niveau consolidé.

L'investisseur doit être conscient qu'il existe donc un risque significatif pour les porteurs d'actions, de parts sociales, CCI et CCA et les titulaires d'instruments de dette d'un membre du réseau de perdre tout ou partie de leur investissement en cas de mise en œuvre d'une procédure de résolution bancaire sur le Groupe quelle que soit l'entité dont il est créancier.

Les autres outils de résolution bancaire dont disposent les autorités de résolution sont pour l'essentiel la cession totale ou partielle des activités de l'établissement à un tiers ou à un établissement relais et la séparation des actifs de cet établissement.

Ce dispositif de résolution ne remet pas en cause le mécanisme légal de solidarité financière interne prévu à l'article L. 511-31 du CMF, appliqué au réseau Crédit Agricole tel que défini par l'article R 512-18 de ce même Code. Crédit Agricole S.A. considère qu'en pratique, ce mécanisme devrait s'exercer préalablement à toute mesure de résolution.

L'application au groupe Crédit Agricole de la procédure de résolution suppose ainsi que le mécanisme légal de solidarité interne n'aurait pas permis de remédier à la défaillance d'une ou plusieurs entités du réseau, et donc du réseau dans son ensemble. Elle est par ailleurs de nature à limiter la survenance des conditions de mise en œuvre de la garantie des obligations de Crédit Agricole S.A. consentie en 1988 au bénéfice de ses tiers créanciers par l'ensemble des Caisses régionales, solidairement entre elles, et à hauteur de leurs fonds propres agrégés. Il est rappelé que cette garantie est susceptible d'être mise en œuvre en cas d'insuffisance d'actif de Crédit Agricole S.A. constatée à l'issue de sa liquidation judiciaire ou de sa dissolution.

1.3. Evénements significatifs relatifs à l'exercice 2024.

FCT Crédit Agricole Habitat 2024.

Au 31/12/2024, une nouvelle opération de titrisation (FCT Crédit Agricole Habitat 2024) a été réalisée au sein du groupe Crédit Agricole, portant sur les créances habitat des Caisses régionales et LCL, le 27 mars 2024. Cette transaction est pour partie un RMBS français auto-souscrit et pour le reste un RMBS français placé sur le marché.

Cette opération s'est traduite par une cession de prêts à l'habitat octroyés par les Caisses régionales et LCL au FCT Crédit Agricole Habitat 2024 pour un montant de 1,67 milliard d'euros.

^[1] Articles L. 613-48 et L. 613-48-3 du CMF

^[2] Articles L. 613-55 et L. 613-55-1 du CMF

Les Caisses régionales ont souscrit pour 166,7 millions d'euros de titres subordonnés et pour 750 millions d'euros de titres senior (émission auto-souscrite uniquement).

Pour l'émission placée sur le marché, les titres seniors adossés au portefeuille de créances habitat ont été placés auprès d'investisseurs (gestionnaires d'actifs (61%) et établissements de crédit (39%)) pour un montant de 750 M€.

1.4. Evénements postérieurs à l'exercice 2024. — Aucun événement postérieur à la clôture et susceptible d'avoir une incidence significative sur les comptes du 31 décembre 2024 n'est intervenu entre la date de clôture et le 31 janvier 2025, date à laquelle le Conseil a arrêté les comptes.

Note 2. – Principes et méthodes comptables.

Les états financiers de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire sont établis dans le respect des principes comptables applicables en France aux établissements bancaires et conformément aux règles définies par Crédit Agricole S.A., agissant en tant qu'organe central et chargé d'adapter les principes généraux aux spécificités du groupe Crédit Agricole.

Compte tenu de l'intégration de ses Caisses locales dans le périmètre de consolidation, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire publie des comptes individuels et des comptes consolidés.

La présentation des états financiers de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire est conforme aux dispositions du règlement ANC 2014-07 qui regroupe dans un règlement unique l'ensemble des normes comptables applicables aux établissements de crédit.

Les changements de méthode comptable et de présentation des comptes par rapport à l'exercice précédent concernent les points suivants :

Règlements	Date de 1ère application : opérations ou exercices ouverts à compter du
Règlement ANC N° 2023-05 du 10 novembre 2023 modifiant le règlement ANC N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général	01/01/2024
Règlement ANC N° 2024-02 du 5 juillet 2024 modifiant le règlement ANC N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général	01/01/2024
Règlement ANC N° 2024-03 du 6 septembre 2024 modifiant le règlement ANC N° 2017-02 du 5 juillet 2017 aux comptes annuels et consolidés du groupe Action Logement	01/01/2024
Règlement ANC N° 2022-03 modifiant le règlement ANC N° 2020-07 du 4 décembre 2020 relatif aux comptes annuels des organismes de placement collectif à capital variable	01/10/2023

2.1. Créances et engagements par signature. — Les créances sur les établissements de crédit, les entités du groupe Crédit Agricole et la clientèle sont régies par le règlement ANC 2014-07.

- Elles sont ventilées selon leur durée résiduelle ou la nature des concours :
- Les créances à vue et à terme pour les établissements de crédit ;
 - Les comptes ordinaires, comptes et avances à terme pour les opérations internes au Crédit Agricole ;
 - Les créances commerciales, autres concours et comptes ordinaires pour la clientèle.

La rubrique clientèle inclut les opérations réalisées avec la clientèle financière.

Les prêts subordonnés, de même que les opérations de pension (matérialisées par des titres ou des valeurs), sont intégrés dans les différentes rubriques de créances, en fonction de la nature de la contrepartie (interbancaire, opérations internes au Crédit Agricole, clientèle).

Les créances sur les établissements de crédits et sur la clientèle sont inscrites au bilan à leur valeur nominale y compris les intérêts courus non échus.

Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

En application du règlement ANC 2014-07, les commissions reçues et les coûts marginaux de transaction supportés sont étalés sur la durée de vie effective du crédit et sont donc intégrés à l'encours de crédit concerné.

Les engagements par signature comptabilisés au hors-bilan correspondent à des engagements irrévocables de concours en trésorerie et à des engagements de garantie qui n'ont pas donné lieu à des mouvements de fonds.

Le traitement comptable du risque de crédit est défini ci-après.

Les créances et les engagements par signature sont répartis entre les encours sains et douteux.

Créances saines. — Tant que les créances ne sont pas qualifiées de douteuses, elles sont qualifiées de saines ou dégradées, elles demeurent dans leur poste d'origine.

— Provisions au titre du risque de crédit sur les encours sains et dégradés : La Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire constate au titre des expositions de crédits des provisions au passif de son bilan pour couvrir les risques de crédit attendus sur

les 12 mois à venir (expositions qualifiées de saines) et / ou sur la durée de vie de l'encours dès lors que la qualité de crédit de l'exposition s'est significativement dégradée (expositions qualifiées de dégradées).

Ces provisions sont déterminées dans le cadre d'un processus de suivi particulier et reposent sur des estimations traduisant le niveau de perte de crédit attendue.

— La notion de perte de crédit attendue « Expected Credit Loss » ou « ECL » : L'ECL se définit comme la valeur probable attendue pondérée de la perte de crédit (en principal et en intérêts) actualisée. Elle correspond à la valeur actuelle de la différence entre les flux de trésorerie contractuels et les flux attendus (incluant le principal et les intérêts).

L'approche ECL vise à anticiper au plus tôt la comptabilisation des pertes de crédit attendues.

— Gouvernance et mesure des ECL : La gouvernance du dispositif de mesure des paramètres de provisionnement s'appuie sur l'organisation mise en place dans le cadre du dispositif Bâlois. La Direction des Risques du Groupe Crédit Agricole est responsable de la définition du cadre méthodologique et de la supervision du dispositif de dépréciation des encours.

Le groupe Crédit Agricole s'appuie en priorité sur le dispositif de notation interne et les processus Bâlois actuels pour générer les paramètres nécessaires au calcul des ECL. L'appréciation de l'évolution du risque de crédit s'appuie sur un modèle d'anticipation des pertes et d'extrapolation sur la base de scénarios raisonnables. Toutes les informations disponibles, pertinentes, raisonnables et justifiables, y compris les informations de nature prospective, sont retenues.

L'estimation des ECL intègre les paramètres de probabilité de défaut, de perte en cas de défaut et d'exposition au moment du défaut.

Son appréciation s'appuie largement sur les modèles internes utilisés dans le cadre du dispositif prudentiel lorsqu'ils existent, mais avec des retraitements pour déterminer une ECL économique.

L'approche comptable conduit également à recalculer certains paramètres bâlois, notamment pour neutraliser les coûts internes de recouvrement ou les *floors* qui sont imposés par le régulateur dans le calcul réglementaire de la perte en cas de défaut (*"Loss Given Default"* ou *"LGD"*).

Les modalités de détermination de l'ECL sont à apprécier en fonction des typologies de produits : prêts et créances sur la clientèle et engagements par signature.

Les pertes de crédit attendues pour les 12 mois à venir sont une portion des pertes de crédit attendues pour la durée de vie ; et représentent les insuffisances de flux de trésorerie pour la durée de vie advenant d'une défaillance dans les 12 mois suivant la date de clôture (ou une période plus courte si la durée de vie attendue de l'exposition est inférieure à 12 mois), pondérées par la probabilité qu'il y ait défaillance dans les douze mois.

Les pertes de crédit attendues sont actualisées au TIE (Taux d'Intérêt Effectif) déterminé lors de la comptabilisation initiale de l'encours. Le taux d'intérêt effectif est le taux d'actualisation qui égalise la somme des flux décaissés et encaissés au titre de l'émission ou de l'acquisition d'un crédit et la valeur actuelle des flux contractuels à recevoir de la contrepartie sur la durée de vie effective de cet encours.

Les modalités de mesure des ECL tiennent compte des biens affectés en garantie et des autres rehaussements de crédit qui font partie des modalités contractuelles et que la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire ne comptabilise pas séparément. L'estimation des insuffisances de flux de trésorerie attendues d'un instrument financier garanti reflète le montant et le calendrier de recouvrement des garanties. La prise en compte des garanties et sûretés n'influe pas sur l'appréciation de la dégradation significative du risque de crédit : celle-ci s'appuie sur l'évolution du risque de crédit sur le débiteur sans tenir compte des garanties.

Les paramètres de provisionnement sont mesurés et mis à jour selon les méthodologies définies par le groupe Crédit Agricole et permettent ainsi d'établir un premier niveau de référence, ou socle partagé, de provisionnement. L'utilisation des systèmes de notation externes et/ou internes permet d'apprécier le niveau d'un risque de crédit.

Le *backtesting* des modèles et paramètres utilisés est réalisé a minima annuellement.

Les données macro-économiques prospectives (*« Forward Looking »*) sont prises en compte dans un cadre méthodologique applicable à deux niveaux :

- Au niveau du groupe Crédit Agricole dans la détermination d'un cadre partagé de prise en compte du *Forward Looking* dans la projection des paramètres PD, LGD sur l'horizon d'amortissement des opérations ;
- Au niveau de chaque entité au regard de ses propres portefeuilles. La Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire applique des paramètres complémentaires pour le *Forward Looking* sur des portefeuilles de prêts et créances sur la clientèle et d'engagement de financement et de garantie sains et dégradés pour lesquels les éléments conjoncturels et/ou structurels locaux l'exposent à des pertes complémentaires non-couvertes par les scénarios définis au niveau du Groupe.

— Dégradation significative du risque de crédit : La Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire apprécie, pour chaque encours, la dégradation du risque de crédit depuis l'origine à chaque date d'arrêté. Cette appréciation de l'évolution du risque de crédit conduit les entités à classer leurs opérations par classe de risque (expositions qualifiées de saines / expositions qualifiées de dégradées / expositions douteuses).

Le Stage 1 correspond à des ECL à 12 mois, le Stage 2 correspond à des ECL à maturité.

Afin d'apprécier la dégradation significative, le groupe Crédit Agricole prévoit un processus basé sur deux niveaux d'analyse :

- Un premier niveau dépendant de règles et de critères relatifs et absolus Groupe qui s'imposent aux entités du Groupe ;

- Un second niveau propre à chaque entité lié à l'appréciation, à dire d'expert au titre des paramètres complémentaires pour le *Forward Looking* pour lesquels les éléments conjoncturels et/ou structurels locaux l'exposent à des pertes complémentaires non-couvertes par les scénarios définis au niveau du Groupe, du risque porté par chaque entité sur ses portefeuilles pouvant conduire à ajuster les critères Groupe de déclassement d'encours sains à encours dégradés (bascule de portefeuille ou sous-portefeuille d'ECL à 12 mois à un ECL à maturité).

Le suivi de la dégradation significative porte, sauf exception, sur chaque encours. Aucune contagion n'est requise pour le passage de sain à dégradé des encours d'une même contrepartie. Le suivi de la dégradation significative doit porter sur l'évolution du risque de crédit du débiteur principal sans tenir compte de la garantie, y compris pour les opérations bénéficiant d'une garantie de l'actionnaire.

Pour les encours composés de petites créances présentant des caractéristiques similaires, l'étude, contrepartie par contrepartie, peut être remplacée par une estimation statistique des pertes prévisionnelles.

L'appréciation de la dégradation significative du risque de crédit au titre du premier niveau défini ci-dessus pour les encours avec un modèle de notation repose sur les deux critères suivants :

1. Critère relatif

Pour apprécier le caractère significatif de la dégradation relative du risque de crédit, des seuils sont calibrés régulièrement en fonction des probabilités de défaut à maturité qui incluent l'information prospective en date de clôture et en date de comptabilisation initiale.

Ainsi, un instrument financier est classé en Stage 2 (ECL à maturité), si le ratio entre la probabilité de défaut de l'instrument en date de clôture d'une part et celle en date de comptabilisation initiale d'autre part est supérieur au seuil multiplicatif défini par le Groupe.

Ces seuils sont déterminés par portefeuille homogène d'instruments financiers en s'appuyant sur la segmentation du dispositif prudentiel de gestion des risques.

Le Groupe décline également systématiquement en Stage 2 dès lors que la probabilité de défaut à date est supérieure à 3 fois la probabilité de défaut à l'origine et si la probabilité de défaut à date est supérieure à 0,3%.

Ce critère en variation relative est complété par un critère en variation absolue de la probabilité de défaut de +30bp. Lorsque la probabilité de défaut à un an est inférieure 0,3%, le risque de crédit est considéré « non significatif ».

2. Critère absolu

Compte tenu des pratiques de gestion du risque de crédit du groupe Crédit Agricole, quand la probabilité de défaut à 1 an en date de clôture est supérieure à 15 % pour la clientèle de détail et 12% pour la grande clientèle, la dégradation du risque est considérée comme significative et l'instrument financier classé en Stage 2.

Le groupe Crédit Agricole retient le seuil absolu d'impayés supérieur à 30 jours comme seuil de dégradation significative et de classement en Stage 2.

L'instrument financier est classé en Stage 2 en cas de restructuration en raison de difficultés financières.

Pour le périmètre sans modèle de notation interne, le groupe Crédit Agricole retient le seuil absolu d'impayés supérieur à 30 jours comme seuil ultime de dégradation significative et de classement en encours dégradé (Stage 2).

Si la dégradation depuis l'origine cesse d'être constatée, la dépréciation peut être ramenée à des pertes attendues à 12 mois (Stage 1).

Afin de suppléer le fait que certains facteurs ou indicateurs de dégradation significative ne soient pas identifiables au niveau d'un instrument financier pris isolément, la norme autorise l'appréciation de la dégradation significative pour des portefeuilles, des groupes de portefeuilles ou des portions de portefeuille d'instruments financiers.

La constitution des portefeuilles pour une appréciation de la dégradation sur base collective peut résulter de caractéristiques communes telles que :

- Le type d'encours ;
- La note de risque de crédit (dont la note interne Bâle II pour les entités disposant d'un système de notation interne) ;
- Le type de garantie ;
- La date de comptabilisation initiale ;
- La durée à courir jusqu'à l'échéance ;
- Le secteur d'activité ;
- L'emplacement géographique de l'emprunteur ;
- La valeur du bien affecté en garantie par rapport à l'actif financier, si cela a une incidence sur la probabilité de défaillance (par exemple, dans le cas des prêts garantis uniquement par sûreté réelle dans certains pays, ou sur la quotité de financement) ;
- Le circuit de distribution, l'objet du financement, ...

Une différenciation par marché de la dégradation significative est donc possible (habitat, crédit consommation, crédit aux agriculteurs ou professionnels, crédit aux entreprises, ...).

Le regroupement d'instruments financiers aux fins de l'appréciation des variations du risque de crédit sur base de portefeuille homogène peut changer au fil du temps, au fur et à mesure que de nouvelles informations deviennent disponibles.

Les dotations et reprises des provisions au titre du risque du crédit sur les encours sains et dégradés sont inscrites en coût du risque.

Créances douteuses. — Ce sont les créances de toute nature, même assorties de garanties, présentant un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes :

- Un arriéré de paiement significatif généralement supérieur à 90 jours sauf si des circonstances particulières démontrent que l'arriéré est dû à des causes non liées à la situation du débiteur ;
- L'entité estime improbable que le débiteur s'acquitte intégralement de ses obligations de crédit sans qu'elle ait recours à d'éventuelles mesures telles que la réalisation d'une sûreté.

Un encours est dit douteux lorsque se sont produits un ou plusieurs événements qui ont un effet néfaste sur ses flux de trésorerie futurs estimés. Les événements qui suivent sont des données observables, indicatives d'un encours douteux :

- Des difficultés financières importantes de l'émetteur ou de l'emprunteur ;
- Un manquement à un contrat, tel qu'une défaillance ou un paiement en souffrance ;
- L'octroi, par le ou les prêteurs à l'emprunteur, pour des raisons économiques ou contractuelles liées aux difficultés financières de l'emprunteur, d'une ou de plusieurs faveurs que le ou les prêteurs n'auraient pas envisagées dans d'autres circonstances ;
- La probabilité croissante de faillite ou de restructuration financière de l'emprunteur ;
- La disparition d'un marché actif pour l'actif financier en raison de difficultés financières ;
- L'achat ou la création d'un actif financier avec une forte décote, qui reflète les pertes de crédit subies.

Le caractère douteux d'un encours peut résulter de l'effet combiné de plusieurs événements.

Une contrepartie en défaut ne revient en situation saine qu'après une période d'observation qui permet de valider que le débiteur n'est plus en situation douteuse.

Parmi les encours douteux, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire distingue les encours douteux compromis des encours douteux non compromis.

– Créances douteuses non compromises :

Les créances douteuses non compromises sont les créances douteuses qui ne répondent pas à la définition des créances douteuses compromises.

– Créances douteuses compromises :

Ce sont les créances douteuses dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lesquelles un passage en perte à terme est envisagé.

Pour les créances douteuses, l'enregistrement des intérêts se poursuit tant que la créance est considérée comme douteuse non compromise, il est arrêté lorsque la créance devient compromise.

Le classement en encours douteux peut être abandonné et l'encours est porté à nouveau en encours sain.

— Dépréciations au titre du risque de crédit sur les encours douteux : Dès lors qu'un encours est douteux, la perte probable est prise en compte par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire par voie de dépréciation figurant en déduction de l'actif du bilan. Ces dépréciations correspondent à la différence entre la valeur comptable de la créance et les flux futurs estimés actualisés au taux d'intérêt effectif, en prenant en considération la situation financière de la contrepartie, ses perspectives économiques ainsi que les garanties éventuelles sous déduction de leurs coûts de réalisation.

Les pertes probables relatives aux engagements hors-bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

— Traitement comptable des dépréciations : Les dotations et reprises de dépréciation pour risque de non-recouvrement sur créances douteuses sont inscrites en coût du risque.

Conformément au règlement ANC 2014-07 le Groupe a fait le choix d'enregistrer en coût du risque les effets de désactualisations des dépréciations.

Passage en perte. — L'appréciation du délai de passage en perte est basée sur le jugement d'experts, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire le détermine avec sa Direction des Risques, en fonction de la connaissance qu'elle a de son activité. Les créances devenues irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.

Créances restructurées. — Les créances restructurées pour difficultés financières sont des créances pour lesquelles l'entité a modifié les conditions contractuelles initiales (taux d'intérêt, maturité etc.) pour des raisons économiques ou juridiques liées aux difficultés financières de l'emprunteur, selon des modalités qui n'auraient pas été envisagées dans d'autres circonstances.

La définition des créances restructurées pour cause de difficultés financières répond donc à deux critères cumulatifs :

- Des modifications de contrat ou des refinancements de créance (concessions) ;
- Un client en situation financière difficile (débiteur rencontrant, ou sur le point de rencontrer des difficultés pour honorer ses engagements financiers).

Cette notion de restructuration doit s'apprécier au niveau du contrat et non au niveau du client (pas de contagion).

Elles concernent les créances classées en douteuses et les créances saines, au moment de la restructuration.

Sont exclues des créances restructurées les créances dont les caractéristiques ont été renégociées commercialement avec des contreparties ne présentant pas des problèmes d'insolvabilité ou des difficultés financières. Les créances renégociées sont décomptabilisées. La fraction restant à étaler des commissions reçues et des coûts marginaux de transaction est enregistrée dans le compte de résultat à la date de cette renégociation, dans la mesure où il est considéré qu'un nouvel encours a pris naissance.

La réduction des flux futurs accordée à la contrepartie, ou le report de ces flux sur un horizon plus lointain lors de la restructuration, donne lieu à l'enregistrement d'une décote. Elle correspond au manque à gagner de flux de trésorerie futurs, actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine. Elle est égale à l'écart constaté entre :

- La valeur nominale du prêt ;
- Et la somme des flux de trésorerie futurs théoriques du prêt restructuré, actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine (défini à la date de l'engagement de financement).

La décote constatée lors d'une restructuration de créance est comptabilisée en déduction de l'actif et dotée en coût du risque

Les crédits restructurés du fait de la situation financière du débiteur font l'objet d'une notation conformément aux règles bâloises et sont dépréciés en fonction du risque de crédit estimé.

Dès lors que l'opération de restructuration a été réalisée, l'exposition conserve ce statut de « restructurée » pendant une période d'observation à minima de 2 ans si l'exposition était saine au moment de la restructuration, ou de 3 ans si l'exposition était en défaut au moment de la restructuration. Ces périodes sont prolongées en cas de survenance de certains événements (nouveaux incidents par exemple).

2.2. Portefeuille Titres. — Les règles relatives à la comptabilisation du risque de crédit et la dépréciation des titres à revenu fixe sont définies par les articles 2311-1 à 2391-1 ainsi que par les articles 2211-1 à 2251-13 du règlement ANC 2014-07.

Les titres sont présentés dans les états financiers en fonction de leur nature : effets publics (Bons du Trésor et titres assimilés), obligations et autres titres à revenu fixe (titres de créances négociables et titres du marché interbancaire), actions et autres titres à revenu variable.

Ils sont classés dans les portefeuilles prévus par la réglementation (transaction, investissement, placement, activité de portefeuille, valeurs immobilisées, autres titres détenus à long terme, participation, parts dans les entreprises liées) en fonction de l'intention de gestion de l'entité et des caractéristiques de l'instrument au moment de la souscription du produit.

Titres de transaction. — La Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire ne détient pas de titres classés dans cette catégorie au 31/12/2024.

Titres de placement. — Cette catégorie concerne les titres qui ne sont pas inscrits parmi les autres catégories de titres. Les titres sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais inclus.

— Obligations et autres titres à revenu fixe : Ces titres sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, coupon couru à l'achat inclus. La différence entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement est étalée de façon actuarielle sur la durée de vie résiduelle du titre.

Les revenus sont enregistrés en compte de résultat dans la rubrique : « Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe ».

— Actions et autres titres à revenu variable : Les actions sont inscrites au bilan pour leur valeur d'achat, frais d'acquisition inclus. Les revenus de dividendes attachés aux actions sont portés au compte de résultat dans la rubrique « Revenus des titres à revenu variable ».

Les revenus des Organismes de Placements Collectifs sont enregistrés au moment de l'encaissement dans la même rubrique.

A la clôture de l'exercice, les titres de placement sont évalués pour leur valeur la plus faible entre le coût d'acquisition et la valeur de marché. Ainsi, lorsque la valeur d'inventaire d'une ligne ou d'un ensemble homogène de titres (calculée par exemple à partir des cours de bourse à la date d'arrêté) est inférieure à la valeur comptable, il est constitué une dépréciation au titre de la moins-value latente sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres. Les gains, provenant des couvertures, au sens du règlement ANC 2014-07, prenant la forme d'achats ou de ventes d'instruments financiers à terme, sont pris en compte pour le calcul des dépréciations. Les plus-values potentielles ne sont pas enregistrées.

En outre, pour les titres à revenu fixe, des dépréciations destinées à prendre en compte le risque de contrepartie et comptabilisées en coût du risque, sont constituées sur cette catégorie de titres :

- S'il s'agit de titres cotés, sur la base de la valeur de marché qui tient intrinsèquement compte du risque de crédit. Cependant, si la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire dispose d'informations particulières sur la situation financière de l'émetteur qui ne sont pas reflétées dans la valeur de marché, une dépréciation spécifique est constituée ;
- S'il s'agit de titres non cotés, la dépréciation est constituée de manière similaire à celle des créances sur la clientèle au regard des pertes probables avérées (Cf. note 2.1 Créances et engagements par signature – Dépréciations au titre du risque de crédit sur les encours douteux).

Les cessions de titres sont réputées porter sur les titres de même nature souscrits à la date la plus ancienne.

Les dotations et les reprises de dépréciation ainsi que les plus ou moins-values de cession des titres de placement sont enregistrées sous la rubrique « Solde des opérations des portefeuilles de placement et assimilés » du compte de résultat.

Titres d'investissement. — Sont enregistrés en titres d'investissement, les titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixée qui ont été acquis ou reclassés dans cette catégorie avec l'intention manifeste de les détenir jusqu'à l'échéance.

Ne sont comptabilisés dans cette catégorie que les titres pour lesquels la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire dispose de la capacité de financement nécessaire pour continuer de les détenir jusqu'à leur échéance et n'est soumise à aucune contrainte existante, juridique ou autre, qui pourrait remettre en cause son intention de détenir ces titres jusqu'à leur échéance.

Les titres d'investissement sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition, frais d'acquisition et coupons inclus.

La différence entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement est étalée sur la durée de vie résiduelle du titre.

Il n'est pas constitué de dépréciation des titres d'investissement si leur valeur de marché est inférieure à leur prix de revient. En revanche, si la dépréciation est liée à un risque propre à l'émetteur du titre, une dépréciation est enregistrée dans la rubrique « Coût du risque ».

En cas de cession de titres d'investissement ou de transfert dans une autre catégorie de titres pour un montant significatif, l'établissement n'est plus autorisé, pendant l'exercice en cours et pendant les deux exercices suivants, à classer en titres d'investissement des titres antérieurement acquis et les titres à acquérir conformément au règlement ANC 2014-07.

Titres de l'activité de portefeuille. — Conformément au règlement ANC 2014-07, les titres classés dans cette catégorie correspondent à des « investissements réalisés de façon régulière avec pour seul objectif d'en retirer un gain en capital à moyen terme, sans intention d'investir durablement dans le développement du fonds de commerce de l'entreprise émettrice, ni de participer activement à sa gestion opérationnelle ».

De plus, des titres ne peuvent être affectés à ce portefeuille que si cette activité, exercée de manière significative et permanente dans un cadre structuré, procure à l'établissement une rentabilité récurrente, provenant principalement des plus-values de cession réalisées.

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire satisfait à ces conditions et peut classer une partie de ses titres dans cette catégorie.

Les titres de l'activité de portefeuille sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, frais inclus.

Lors des arrêts comptables, ces titres sont évalués au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité, laquelle est déterminée en tenant compte des perspectives générales d'évolution de l'émetteur et de la durée résiduelle de détention estimée.

Pour les sociétés cotées, la valeur d'utilité correspond généralement à la moyenne des cours de bourse constatés sur une période suffisamment longue tenant compte de l'horizon de détention en visagé afin d'atténuer l'effet de fortes variations ponctuelles des cours de bourse.

Les moins-values latentes éventuelles sont calculées par ligne de titre et font l'objet d'une dotation de dépréciation sans compensation avec les plus-values latentes constatées. Elles sont enregistrées sous la rubrique « Solde des opérations des portefeuilles de placement et assimilés », de même que les flux de dépréciation relatifs à ces titres.

Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

Parts dans les entreprises liées, titres de participation et autres titres détenus à long terme.

- Les parts dans les entreprises liées sont les parts détenues dans des entreprises contrôlées de manière exclusive, incluses ou susceptibles d'être incluses par intégration globale dans un même ensemble consolidable.
- Les titres de participation sont des titres (autres que des parts dans une entreprise liée) dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'établissement, notamment parce qu'elle permet d'exercer une influence sur la société émettrice des titres ou d'en assurer le contrôle.
- Les autres titres détenus à long terme correspondent à des titres détenus dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice mais sans influencer la gestion de cette dernière en raison du faible pourcentage des droits de vote détenus.

Ces titres sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition frais inclus.

À la clôture de l'exercice, ces titres sont évalués, titre par titre, en fonction de leur valeur d'usage et figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de cette valeur d'utilité.

Celle-ci représente ce que l'établissement accepterait de décaisser pour les acquérir compte tenu de ses objectifs de détention.

L'estimation de la valeur d'utilité peut se fonder sur divers éléments tels que la rentabilité et les perspectives de rentabilité de l'entreprise émettrice, ses capitaux propres, la conjoncture économique ou encore le cours moyen de bourse des derniers mois ou la valeur mathématique du titre.

Lorsque la valeur d'utilité de titres est inférieure au coût historique, ces moins-values latentes font l'objet de dépréciations sans compensation avec les plus-values latentes.

Les dotations et reprises de dépréciations ainsi que les plus ou moins-values de cession relatives à ces titres sont enregistrées sous la rubrique « Résultat net sur actifs immobilisés ».

Prix de marché. — Le prix de marché auquel sont évaluées, le cas échéant, les différentes catégories de titres, est déterminé de la façon suivante :

- Les titres négociés sur un marché actif sont évalués au cours le plus récent,
- Si le marché sur lequel le titre est négocié n'est pas ou plus considéré comme actif, ou si le titre n'est pas coté, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire détermine la valeur probable de négociation du titre concerné en utilisant des techniques de valorisation. En premier lieu, ces techniques font référence à des transactions récentes effectuées dans des conditions normales de concurrence. Le cas échéant, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire utilise des techniques de valorisation couramment employées par les intervenants sur le marché pour évaluer ces titres lorsqu'il a été démontré que ces techniques produisent des estimations fiables des prix obtenus dans des transactions sur le marché réel.

Dates d'enregistrement. — La Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire enregistre les titres classés en titres d'investissement à la date de règlement-livraison. Les autres titres, quelle que soit leur nature ou la catégorie dans laquelle ils sont classés, sont enregistrés à la date de négociation.

Pensions livrées. — Les titres donnés en pension livrée sont maintenus au bilan et le montant encaissé, représentatif de la dette à l'égard du cessionnaire, est enregistré au passif du bilan.

Les titres reçus en pension livrée ne sont pas inscrits au bilan mais le montant décaissé, représentatif de la créance sur le cédant, est enregistré à l'actif du bilan.

Les titres donnés en pension livrée font l'objet des traitements comptables correspondant à la catégorie de portefeuille dont ils sont issus.

Reclassement de titres.

Conformément au règlement ANC 2014-07, il est autorisé d'opérer les reclassements de titres suivants :

- Du portefeuille de transaction vers le portefeuille d'investissement ou de placement, en cas de situation exceptionnelle de marché ou pour les titres à revenu fixe, lorsqu'ils ne sont plus négociables sur un marché actif et si l'établissement a l'intention et la capacité de les détenir dans un avenir prévisible ou jusqu'à l'échéance,
- Du portefeuille de placement vers le portefeuille d'investissement, en cas de situation exceptionnelle de marché ou pour les titres à revenu fixe, lorsqu'ils ne sont plus négociables sur un marché actif.

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire n'a pas opéré, en 2024, de reclassement au titre du règlement ANC 2014-07.

2.3. Immobilisations. — La Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire applique le règlement ANC 2014-03 par rapport à l'amortissement et à la dépréciation des actifs.

Elle applique la méthode de comptabilisation des actifs par composants à l'ensemble de ses immobilisations corporelles. Conformément aux dispositions de ce texte, la base amortissable tient compte de l'éventuelle valeur résiduelle des immobilisations.

Le coût d'acquisition des immobilisations comprend, outre le prix d'achat, les frais accessoires, c'est-à-dire les charges directement ou indirectement liées à l'acquisition pour la mise en état d'utilisation du bien ou pour son entrée « en magasin ».

Les terrains sont enregistrés à leur coût d'acquisition.

Les immeubles et le matériel d'équipement sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constituées depuis leur mise en service.

Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constituées depuis leur date d'acquisition.

Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements ou des dépréciations constituées depuis leur date d'achèvement.

A l'exception des logiciels, des brevets et des licences, les immobilisations incorporelles ne font pas l'objet d'amortissement. Le cas échéant, elles peuvent faire l'objet de dépréciation.

En cas de mali technique de fusion, celui-ci est comptabilisé au bilan selon les rubriques d'actifs auxquelles il est affecté, en « Autres immobilisations corporelles, incorporelles, financières... ». Il est ensuite amorti puis déprécié et sorti du bilan, le cas échéant selon les mêmes modalités que l'actif sous-jacent.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée estimée d'utilisation.

Les composants et durées d'amortissement suivants ont été retenus par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire, à la suite de l'application de la comptabilisation des immobilisations par composants. Il convient de préciser que ces durées d'amortissement doivent être adaptées à la nature de la construction et à sa localisation :

Composant	Durée d'amortissement
Foncier	Non amortissable
Gros œuvre	25 à 40 ans
Second œuvre	15 ans
Installations techniques	5 à 8 ans
Agencements	8 ans
Matériel informatique	1 à 5 ans (dégressif ou linéaire)
Matériel spécialisé	4 à 5 ans (dégressif ou linéaire)
Mobilier	8 à 12 ans

Enfin, les éléments dont dispose la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire sur la valeur de ses immobilisations lui permettent de conclure que des tests de dépréciation ne conduiraient pas à la modification de la base amortissable existante.

2.4. Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle. — Les dettes envers les établissements de crédit, les entités du Crédit Agricole et la clientèle sont présentées dans les états financiers selon leur durée résiduelle ou la nature de ces dettes :

- Dettes à vue ou à terme pour les établissements de crédit,
- Comptes ordinaires, comptes et avances à terme pour les opérations internes au Crédit Agricole,
- Comptes d'épargne à régime spécial et autres dettes pour la clientèle (celles-ci incluent notamment la clientèle financière).

Les comptes d'épargne à régime spécial sont présentés après compensation avec la créance sur le fonds d'épargne (au titre de l'épargne réglementée et centralisée par la Caisse des dépôts et consignations).

Les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs sont incluses dans ces différentes rubriques, en fonction de la nature de la contrepartie.

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

2.5. Dettes représentées par un titre. — Les dettes représentées par un titre sont présentées selon la nature de leur support : bons de caisse, titres du marché interbancaire, titres de créances négociables, emprunts obligataires et autres titres de dettes, à l'exclusion des titres subordonnés qui sont classés dans la rubrique du passif « Dettes subordonnées ».

Les intérêts courus non échus sont enregistrés en comptes de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les primes d'émission ou de remboursement des emprunts obligataires sont amorties sur la durée de vie des emprunts concernés, la charge correspondante est inscrite dans la rubrique « Intérêts et charges assimilées sur obligations et autres titres à revenu fixe ».

Les primes de remboursement et les primes d'émission des dettes représentées par des titres sont amorties selon la méthode de l'amortissement actuariel.

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire applique également la méthode d'étalement des frais d'emprunts dans ses comptes individuels.

Les commissions de services financiers versées aux Caisses régionales sont comptabilisées en charges dans la rubrique « Commissions (charges) ».

2.6. Provisions. — La Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire applique le règlement ANC 2014-03 pour la comptabilisation et l'évaluation des provisions.

Ces provisions comprennent notamment les provisions relatives aux engagements par signature, aux engagements de retraite et de congés fin de carrière, aux litiges et aux risques divers.

Les provisions incluent également les risques-pays. L'ensemble de ces risques fait l'objet d'un examen trimestriel.

Les risques pays sont provisionnés après analyse des types d'opérations, de la durée des engagements, de leur nature (créances, titres, produits de marché) ainsi que de la qualité du pays.

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire a partiellement couvert les provisions constituées sur ces créances libellées en monnaies étrangères par achat de devises pour limiter l'incidence de la variation des cours de change sur le niveau de provisionnement.

La provision pour risque de déséquilibre du contrat épargne-logement est constituée afin de couvrir les engagements aux conséquences défavorables des contrats épargne-logement. Ces engagements sont relatifs, d'une part, à l'obligation de rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée, et, d'autre part, à l'octroi d'un crédit aux souscripteurs des comptes et plans d'épargne-logement à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat. Cette provision est calculée par génération de plan épargne-logement et pour l'ensemble des comptes d'épargne-logement, sachant qu'il n'y a pas de compensation possible entre les engagements relatifs à des générations différentes.

Les engagements sont établis en prenant en compte, notamment :

- le comportement des souscripteurs, ainsi que l'estimation du montant et de la durée des emprunts qui seront mis en place dans le futur. Ces estimations sont établies à partir d'observations historiques de longue période.
- la courbe des taux observables sur le marché et ses évolutions raisonnablement anticipées.

Les modalités de calcul de cette provision sont établies en conformité avec le Titre 6 Epargne réglementée du Livre II Opérations particulières du règlement ANC 2014-07.

2.7. Fonds pour risques bancaires généraux (F.R.B.G.). — Les fonds pour risques bancaires généraux sont constitués par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire à la discrétion de ses dirigeants, en vue de faire face à des charges ou à des risques dont la concrétisation est incertaine mais qui relèvent de l'activité bancaire.

Ils sont repris pour couvrir la concrétisation de ces risques en cours d'exercice.

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire dispose d'un FRBG de 144 011 milliers d'euros au 31 décembre 2024.

2.8. Opérations sur les Instruments financiers à terme et conditionnels. — Les opérations de couverture et de marché sur des instruments financiers à terme de taux, de change ou d'actions sont enregistrées conformément aux dispositions du règlement ANC 2014-07.

Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits au hors-bilan pour la valeur nominale des contrats : ce montant représente le volume des opérations en cours.

Les résultats afférents à ces opérations sont enregistrés en fonction de la nature de l'instrument et de la stratégie suivie :

Opérations de couverture. — Les gains ou pertes réalisés sur opérations de couverture affectées (catégorie « b » article 2522-1 du règlement ANC 2014-07) sont rapportés au compte de résultat symétriquement à la comptabilisation des produits et charges de l'élément couvert et dans la même rubrique comptable.

Les charges et les produits relatifs aux instruments financiers à terme ayant pour objet la couverture et la gestion du risque de taux global de Crédit Agricole S.A. (catégorie « c » article 2522-1 du règlement ANC 2014-07) sont inscrits prorata temporis dans la rubrique « Intérêts et produits (charges) assimilé(s) – Produit (charge) net(te) sur opérations de macro-couverture ». Les gains et les pertes latents ne sont pas enregistrés.

Opérations de marché.

Les opérations de marché regroupent :

- Les positions ouvertes isolées (catégorie « a » de l'article 2522-1 du règlement ANC 2014-07),
- La gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction (catégorie « d » de l'article 2522 du règlement ANC 2014-07).

Elles sont évaluées par référence à leur valeur de marché à la date de clôture.

Celle-ci est déterminée à partir des prix de marché disponibles, s'il existe un marché actif, ou à l'aide de méthodologies et de modèles de valorisation internes, en l'absence de marché actif.

Pour les instruments :

- En position ouverte isolée négociés sur des marchés organisés ou assimilés, l'ensemble des gains et pertes (réalisés ou latents) est comptabilisé ;
- En position ouverte isolée négociés sur des marchés de gré à gré, les charges et produits sont inscrits en résultat prorata temporis. De plus, seules les pertes latentes éventuelles sont constatées via une provision. Les plus et moins-values réalisées sont comptabilisées en résultat au moment du dénouement ;
- Faisant partie d'un portefeuille de transaction, l'ensemble des gains et pertes (réalisés ou latents) est comptabilisé.

Risque de contrepartie sur les dérivés. — Conformément au règlement ANC 2014-07, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire intègre l'évaluation du risque de contrepartie sur les dérivés actifs dans la valeur de marché des dérivés. A ce titre, seuls les dérivés comptabilisés en position ouverte isolée et en portefeuille de transaction (respectivement les dérivés classés selon les catégories a et d de l'article 2522-1. du règlement précité) font l'objet d'un calcul de risque de contrepartie sur les dérivés actifs. (CVA - *Credit Valuation Adjustment*).

Le CVA permet de déterminer les pertes attendues sur la contrepartie du point de vue de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire.

Le calcul du CVA repose sur une estimation des pertes attendues à partir de la probabilité de défaut et de la perte en cas de défaut. La méthodologie employée maximise l'utilisation de données d'entrée observables.

Elle repose :

- Prioritairement sur des paramètres de marché tels que les CDS (Credit Default Swap) nominatifs cotés (ou CDS Single Name) ou les CDS indiciels ;
- En l'absence de CDS nominatif sur la contrepartie, d'une approximation fondée sur la base d'un panier de CDS S/N de contreparties du même rating, opérant dans le même secteur et localisées dans la même région.

Dans certaines circonstances, les paramètres historiques de défaut peuvent être utilisés.

2.9. Opérations en devises. — A chaque arrêté, les créances et les dettes ainsi que les contrats de change à terme figurant en engagements hors-bilan libellés en devises sont convertis au cours de change en vigueur à la date d'arrêté.

Les produits perçus et les charges payées sont enregistrés au cours du jour de la transaction. Les produits et charges courus non échus sont convertis au cours de clôture.

A chaque arrêté, les opérations de change à terme sont évaluées au cours à terme restant à courir de la devise concernée. Les gains ou les pertes constatés sont portés au compte de résultat sous la rubrique « Solde des opérations des portefeuilles de négociation - Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés ».

Dans le cadre de l'application du règlement ANC 2014-07, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire a mis en place une comptabilité multidevises lui permettant un suivi de sa position de change et la mesure de son exposition à ce risque.

2.10. Engagements hors-bilan. — Le hors-bilan retrace notamment les engagements de financement pour la partie non utilisée et les engagements de garantie donnés et reçus.

Le cas échéant, les engagements donnés font l'objet d'une provision lorsqu'il existe une probabilité de mise en jeu entraînant une perte pour la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire.

Le hors-bilan publiable ne fait mention ni des engagements sur instruments financiers à terme, ni des opérations de change. De même, il ne comporte pas les engagements reçus concernant les Bons du Trésor, les valeurs assimilées et les autres valeurs données en garantie.

2.11. Participation des salariés aux fruits de l'expansion et intéressement. — La participation des salariés aux fruits de l'expansion est constatée dans le compte de résultat de l'exercice au titre duquel le droit des salariés est né.

L'intéressement est couvert par l'accord du 29 juin 2022.

La participation et l'intéressement figurent dans les « Frais de personnel ».

2.12. Avantages au personnel postérieurs à l'emploi.

Engagements en matière de retraite, de pré-retraite et d'indemnités de fin de carrière – régimes à prestations définies.

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire a appliqué la recommandation 2013-02 de l'Autorité des normes comptables relative aux règles de comptabilisation et d'évaluation des engagements de retraite et avantages similaires, recommandation abrogée et intégrée dans le règlement ANC 2014-03.

Cette recommandation a été modifiée par l'ANC le 5 novembre 2021. Elle permet, pour les régimes à prestations définies conditionnant l'octroi d'une prestation à la fois en fonction de l'ancienneté, pour un montant maximal plafonné et au fait qu'un membre du personnel soit employé par l'entité lorsqu'il atteint l'âge de la retraite, de déterminer la répartition des droits à prestation de manière linéaire à partir de :

- Soit la date de prise de service du membre du personnel ;
- Soit la date à partir de laquelle chaque année de service est retenue pour l'acquisition des droits à prestation.

En application de ce règlement, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire provisionne ses engagements de retraite et avantages similaires relevant de la catégorie des régimes à prestations définies.

Ces engagements sont évalués en fonction d'un ensemble d'hypothèses actuarielles, financières et démographiques et selon la méthode dite des Unités de Crédits Projetés. Le calcul de cette charge est réalisé sur la base de la prestation future actualisée.

Depuis 2021, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire applique la détermination de la répartition des droits à prestation de manière linéaire à partir de la date à laquelle chaque année de service est retenue pour l'acquisition des droits à prestation (i.e. convergence avec la décision IFRS IC d'avril 2021 portant sur IAS 19).

Pour l'exercice 2024, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire maintient sa méthode historique de détermination de la répartition des droits à prestation de manière linéaire à partir de la date de prise de service du membre du personnel.

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire a opté pour la méthode 2 qui prévoit notamment la comptabilisation des profits ou pertes constatés au titre des modifications des régimes à prestations définies au moment où se produit la réduction ou la liquidation.

Le règlement autorise également la comptabilisation des écarts actuariels selon la méthode du corridor ou selon toute autre méthode conduisant à les comptabiliser plus rapidement en résultat.

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire a fait le choix de reconnaître les écarts actuariels à partir de l'exercice suivant et de façon étalée sur la durée de vie active moyenne résiduelle du personnel bénéficiant du régime (méthode du corridor), par conséquent le montant de la provision est égal à :

- La valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture, calculée selon la méthode actuarielle préconisée par le règlement,
- Majorée des profits actuariels (minorée des pertes actuarielles) restant à étaler,
- Diminuée, le cas échéant, de la juste valeur des actifs du régime. Ceux-ci peuvent être représentés par une police d'assurance éligible. Dans le cas où l'obligation est totalement couverte par une telle police, la juste valeur de cette dernière est considérée comme étant celle de l'obligation correspondante (soit le montant de la dette actuarielle correspondante).

Plans de retraite – régimes à cotisations définies. — Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés « employeurs ». Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs. Par conséquent, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire n'a pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer pour l'exercice écoulé.

Le montant des cotisations au titre de ces régimes de retraite est enregistré en « Frais de personnel ».

2.13. Souscription d'actions proposées aux salariés dans le cadre du Plan d'Epargne Entreprise.

Souscriptions d'actions dans le cadre du Plan d'Epargne Entreprise.

Les souscriptions d'actions proposées aux salariés dans le cadre du Plan d'Epargne Entreprise, avec une décote maximum de 30 %, ne comportent pas de période d'acquisition des droits mais sont grevées d'une période d'incessibilité de 5 ans. Ces souscriptions d'actions sont comptabilisées conformément aux dispositions relatives aux augmentations de capital.

2.14. Charges et produits exceptionnels. — Ils représentent les charges et produits qui surviennent de manière exceptionnelle et qui sont relatifs à des opérations ne relevant pas du cadre des activités courantes de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire.

2.15. Impôt sur les bénéfices (charge fiscale). — D'une façon générale, seul l'impôt exigible est constaté dans les comptes individuels.

La charge d'impôt figurant au compte de résultat correspond à l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice. Elle intègre la contribution sociale sur les bénéfices.

Les revenus de créances et de portefeuilles titres sont comptabilisés nets de crédits d'impôts.

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire a signé avec Crédit Agricole S.A. une convention d'intégration fiscale. Aux termes des accords conclus, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire constate dans ses comptes la dette d'impôt dont elle est redevable au titre de cette convention fiscale.

Note 3. – Créances sur les établissements de crédit - analyse par durée résiduelle.

(En milliers d'Euros)	31/12/2024							31/12/2023
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total	Total
Établissements de crédit :								
Comptes et prêts :								
A vue	28 808				28 808	69	28 877	17 157
A terme (1)	650			71 532	72 182	56	72 238	49 782
Valeurs reçues en pension								
Titres reçus en pension livrée		86 852	116 026		202 878	1 747	204 625	69 802
Prêts subordonnés				1 580	1 580	9	1 589	1 590
Total	29 458	86 852	116 026	73 112	305 448	1 881	307 329	138 331
Dépréciations								
Valeur nette au bilan							307 329	138 331
Opérations internes au Crédit Agricole :								
Comptes ordinaires	587 695				587 695	2	587 697	860 292
Comptes et avances à terme	62 743	49 645	1 192 588	17 764	1 322 740	6 829	1 329 569	1 494 761
Titres reçus en pension livrée								
Prêts subordonnés								
Total	650 438	49 645	1 192 588	17 764	1 910 435	6 831	1 917 266	2 355 053
Dépréciations								
Valeur nette au bilan							1 917 266	2 355 053
Total							2 224 595	2 493 384
<i>(1) La créance sur le fonds d'épargne (au titre de l'épargne réglementée et centralisée par la Caisse des dépôts et consignations) est présentée en déduction des comptes d'épargne à régime spécial présentés au passif du bilan.</i>								

Commentaires:

Les prêts subordonnés et participatifs consentis aux établissements de crédit s'élèvent à 1 589 milliers d'euros.

Les créances sur les établissements de crédit ne sont pas éligibles au refinancement de la banque centrale.

Opérations internes au Crédit Agricole : en matière de comptes et avances à terme, cette rubrique enregistre les placements monétaires réalisés par la Caisse régionale auprès de Crédit Agricole S.A. dans le cadre des Relations Financières Internes.

Note 4. – Operations avec la clientèle.**4.1. Opérations avec la clientèle - analyse par durée résiduelle :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2024							31/12/2023
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total	Total
Créances commerciales	6 589	440			7 029		7 029	4 146
Autres concours à la clientèle	712 139	1 489 110	5 350 042	8 798 883	16 350 174	51 158	16 401 332	16 447 257
Valeurs reçues en pension livrée								
Comptes ordinaires débiteurs	55 361				55 361	228	55 589	37 956
Dépréciations							-185 428	-176 139
Valeur nette au bilan							16 278 522	16 313 220

Les prêts subordonnés et participatifs consentis à la clientèle s'élèvent à 17 772 milliers d'euros.

Parmi les créances sur la clientèle 1 581 948 milliers d'euros sont éligibles au refinancement de la banque centrale au 31 décembre 2024 contre 2 152 203 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

Le montant des créances restructurées pour difficultés financières inscrites en encours douteux au moment de la restructuration s'élève à 52 557 milliers au 31 décembre 2024 d'euros contre 54 196 milliers d'euros au 31 décembre 2023. Elles conservent la qualification de « créances restructurées » jusqu'à la fin de leur vie.

4.2. Opérations avec la clientèle - Analyse par zone géographique :

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
France (y compris DROM-COM)	16 286 347	16 368 365
Autres pays de l'U.E.	85 845	30 787
Autres pays d'Europe	11 078	12 086
Amérique du Nord	13 490	13 688
Amérique Centrale et du Sud	1 264	1 486
Afrique et Moyen-Orient	6 264	6 845
Asie et Océanie (hors Japon)	8 276	8 115
Japon		
Non ventilés et organismes internationaux		
Total en principal	16 412 564	16 441 372
Créances rattachées	51 386	47 987
Dépréciations	-185 428	-176 139
Valeur nette au bilan	16 278 522	16 313 220

4.3. Opérations avec la clientèle - Encours douteux et dépréciations par zone géographique :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024					31/12/2023				
	Encours brut	Dont encours douteux	Dont encours douteux compromis	Dépréciations des encours douteux	Dépréciations des encours douteux compromis	Encours brut	Dont encours douteux	Dont encours douteux compromis	Dépréciations des encours douteux	Dépréciations des encours douteux compromis
France (y compris DROM-COM)	16 337 047	327 911	161 073	-184 430	-108 374	16 415 733	326 778	136 311	-175 231	-97 750
Autres pays de l'U.E.	86 480	716	716	-716	-715	31 346	721	717	-718	-714
Autres pays d'Europe	11 102	720	326	-279	-58	12 111	455	21	-188	-16
Amérique du Nord	13 502	16		-2		13 710	1		-1	
Amérique Centrale et du Sud	1 265					1 487				
Afrique et Moyen-Orient	6 270	1	1	-1	-1	6 850				
Asie et Océanie (hors Japon)	8 284					8 122	1		-1	
Japon										
Non ventilés et organismes internationaux										
Total	16 463 950	329 364	162 116	-185 428	-109 148	16 489 359	327 956	137 049	-176 139	-98 480

4.4. Opérations avec la clientèle - Analyse par agents économiques :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024					31/12/2023				
	Encours brut	Dont encours douteux	Dont encours douteux compromis	Dépréciations des encours douteux	Dépréciations des encours douteux compromis	Encours brut	Dont encours douteux	Dont encours douteux compromis	Dépréciations des encours douteux	Dépréciations des encours douteux compromis
Particuliers	8 927 917	122 554	45 419	-60 242	-27 770	8 956 748	116 237	41 227	-57 705	-27 672
Agriculteurs	1 782 179	42 625	23 728	-27 943	-20 439	1 731 989	36 598	23 211	-25 245	-19 499
Autres professionnels	1 537 014	66 149	37 966	-38 039	-23 387	1 574 111	62 209	31 887	-36 493	-21 021
Clientèle financière	504 801	31 450	10 721	-20 275	-10 055	589 233	22 794	7 626	-17 666	-7 224
Entreprises	2 807 274	54 926	32 725	-32 690	-21 320	2 646 268	78 315	26 897	-33 408	-19 626
Collectivités publiques	833 184	10 795	10 795	-5 593	-5 593	915 407	10 792	5 499	-4 897	-3 011
Autres agents économiques	71 581	865	762	-646	-584	75 603	1 011	702	-725	-427
Total	16 463 950	329 364	162 116	-185 428	-109 148	16 489 359	327 956	137 049	-176 139	-98 480

Note 5. – Titres de transaction, de placement, d'investissement et titres de l'activité de portefeuille.

(En milliers d'Euros)	31/12/2024					31/12/2023
	Transaction	Placement	Titres de l'activité de portefeuille	Investissement	Total	Total
Effets publics et valeurs assimilées :				247 380	247 380	197 553
Dont surcote restant à amortir				3 392	3 392	1 733
Dont décote restant à amortir				-18 026	-18 026	-15 278
Créances rattachées				1 138	1 138	641
Dépréciations						
Valeur nette au bilan				248 518	248 518	198 194
Obligations et autres titres à revenu fixe (1):						
Emis par organismes publics				177 790	177 790	166 675
Autres émetteurs		30 379		288 549	318 928	320 243
Dont surcote restant à amortir				2 851	2 851	2 132
Dont décote restant à amortir		-22		-16 737	-16 759	-15 215
Créances rattachées		665		3 198	3 863	3 283
Dépréciations		-1 861			-1 861	-2 077
Valeur nette au bilan		29 183		469 537	498 720	488 124
Actions et autres titres à revenu variable		496 218	9 696		505 914	209 446
Créances rattachées						
Dépréciations		-5 757	-299		-6 056	-5 894
Valeur nette au bilan		490 461	9 397		499 858	203 552
Total		519 644	9 397	718 055	1 247 096	889 870
Valeurs estimatives		536 687	9 498	686 330	1 232 515	870 233
<i>(1) dont 10 800 milliers d'euros de titres subordonnés (hors créances rattachées) au 31 décembre 2024 et 8 300 milliers d'euros au 31 décembre 2023.</i>						

Le montant des cessions de titres d'investissement intervenues avant l'échéance conformément aux dispositions dérogatoires prévues par le règlement ANC 2014-07, s'est élevé à 4 000 milliers d'euros. Les moins-values dégagées à cette occasion s'élèvent à 3 780 milliers d'euros.

Valeurs estimatives : La valeur estimée des plus-values latentes sur le portefeuille de titres de placement s'élève à 17 708 milliers d'euros au 31 décembre 2024, contre 10 033 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

La valeur estimative des titres de placement correspond au dernier cours de bourse.

La valeur estimée des plus-values latentes sur les titres de l'activité de portefeuille s'élève à 101 milliers d'euros au 31 décembre 2024, contre 0 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

La valeur estimative des titres de l'activité de portefeuille est déterminée en tenant compte des perspectives générales d'évolution de l'émetteur et de l'horizon de détention (pour les sociétés cotées, il s'agit généralement de la moyenne des cours de bourse constatée sur une période suffisamment longue tenant compte de l'horizon de détention).

La valeur estimée des plus-values latentes sur le portefeuille de titres d'investissement s'élève à 4 207 milliers d'euros au 31 décembre 2024, contre 8 070 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

La valeur estimée des moins-values latentes sur le portefeuille de titres d'investissement s'élève à -31 596 milliers d'euros au 31 décembre 2024, contre -33 815 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

5.1. Titres de transaction, de placement, d'investissement et titres de l'activité de portefeuille (hors effets publics) :
ventilation par grandes catégories de contrepartie :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Administration et banques centrales (y compris Etats)	109 870	118 764
Etablissements de crédit	147 542	155 116
Clientèle financière	530 449	221 831
Collectivités locales	67 920	47 910
Entreprises, assurances et autres clientèles	146 851	152 743
Divers et non ventilés		
Total en principal	1 002 632	696 364
Créances rattachées	3 863	3 283
Dépréciations	-7 917	-7 971
Valeur nette au bilan	998 578	691 676

5.2. Ventilation des titres cotés et non cotés à revenu fixe ou variable :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024				31/12/2023			
	Obligations et autres titres à revenu fixe	Effets publics et valeurs assimilées	Actions et autres titres à revenu variable	Total	Obligations et autres titres à revenu fixe	Effets publics et valeurs assimilées	Actions et autres titres à revenu variable	Total
Titres à revenu fixe ou variable	496 718	247 380	505 914	1 250 012	486 918	197 553	209 446	893 917
Dont titres cotés	485 517	247 380		732 882	476 756	197 553		674 309
Dont titres non cotés (1)	11 202		505 914	517 130	10 162		209 446	219 608
Créances rattachées	3 863	1 138		5 001	3 283	641		3 924
Dépréciations	-1 861		-6 056	-7 917	-2 077		-5 894	-7 971
Valeur nette au bilan	498 720	248 518	499 858	1 247 096	488 124	198 194	203 552	889 870

(1) La répartition des parts d'OPC est la suivante :

- OPC français 493 049 milliers d'euros (dont OPC français de capitalisation 389 413 milliers d'euros)
- OPC étrangers 6 809 milliers d'euros (dont OPC étrangers de capitalisation 5 127 milliers d'euros)

Les OPC figurent à l'actif du bilan pour 499 858 d'euros. Leur valeur estimative au 31 décembre 2024 s'élève à 517 668 d'euros.
Les OPCVM sous contrôle exclusif figurent à l'actif du bilan pour 69 967 milliers d'euros. Leur valeur estimative au 31 décembre 2024 s'élève à 75 428 milliers d'euros.

La répartition de l'ensemble des OPC par nature est la suivante au 31 décembre 2024 :

(En milliers d'euros)	Valeur d'inventaire	Valeur liquidative
OPC monétaires	98 210	99 593
OPC obligataires	214 473	217 910
OPC actions		
OPC autres	187 175	200 165
Total	499 858	517 668

5.3. Effets Publics, obligations et autres titres à revenu fixe : analyse par durée résiduelle :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024							31/12/2023
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Créances rattachées	Total	Total
Obligations et autres titres à revenu fixe								
Valeur brute	18 100	34 913	165 546	278 159	496 718	3 863	500 581	490 201
Dépréciations							-1 861	-2 077
Valeur nette au bilan	18 100	34 913	165 546	278 159	496 718	3 863	498 720	488 124
Effets publics et valeurs assimilées								
Valeur brute		1 026	136 247	110 107	247 380	1 138	248 518	198 194
Dépréciations								
Valeur nette au bilan		1 026	136 247	110 107	247 380	1 138	248 518	198 194

5.4. Effets Publics, obligations et autres titres à revenu fixe : analyse par zone géographique :

(En milliers d'euros)	31/12/2024		31/12/2023	
	Encours bruts	Dont Encours douteux	Encours bruts	Dont Encours douteux
France (y compris DROM-COM)	562 505		519 699	
Autres pays de l'U.E.	147 591		138 905	
Autres pays d'Europe	24 002		23 863	
Amérique du Nord	10 000		2 004	
Amérique Centrale et du Sud				
Afrique et Moyen-Orient				
Asie et Océanie (hors Japon)				
Japon				
Total en principal	744 098		684 471	
Créances rattachées	5 001		3 924	
Dépréciations	-1 861		-2 077	
Valeur nette au bilan	747 238		686 318	

Note 6. – Titres de participation et de filiales.

Sauf mention spécifique, les données présentées sont des informations au 31 décembre 2024.

INFORMATIONS FINANCIERES	Capital	Capitaux propres autres que le capital	Quote-part de capital détenue (en %)	Valeurs comptables des titres détenus - Brutes	Valeurs comptables des titres détenus - Nettes	Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	PNB ou chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
Participations dont la valeur d'inventaire excède 1% du capital de la société astreinte à la publication									
Parts dans les entreprises liées détenues dans des établissements de crédit :									
Participations dans des établissements de crédit :									
SAS RUE LA BOETIE	20 117 025		2,87%	651 716	651 716		0	1 895 511	0
Autres parts dans les entreprises liées :									
CENTRE_LOIRE_SERVICES	5 000		100,00%	9 149	9 149		753	330	0
CENTRE LOIRE EXPANSION	23 500		100,00%	23 500	23 500		0	2 646	0
CENTRE LOIRE INVESTISSEMENT	35 000		100,00%	35 000	35 000		1 994	-962	0
CENTRE LOIRE PROMOTION	19 822		100,00%	25 500	18 509		0	0	0
MY LOIRE VALLEY	189		100,00%	530	0		358	-115	0
VILLAGE BY CA NEVERS	40		87,13%	35	35		0	0	0
CACL ENERGIES RENOUVELABLES	5 000		100,00%	5 000	4 885		5	-43	0
B3 VILLAGE BY CA VIERZON	39		33,29%	13	13		9	7	0
AVANCE MY LOIRE VALLEY 2023				351	351				
AVANCE CENTRE LOIRE PROMOTION				1 352	1 352				
AVANCE CENTRE LOIRE INVESTISSEMENT				3 500	3 500				
Autres titres de participations :									
CARCIE	3 000		36,00%	1 080	1 080		1 090	54	0
CARVEST	300		5,00%	21	21		6 260	1 243	60
SEM_VIERZON	1 259		2,49%	19	19		1 023	150	0
SEMDO	4 595		2,41%	84	84		26 659	463	0
SAFER_BOURG	3 358		3,38%	42	42		11 880	167	0
SAFER_CENTRE	947		10,63%	96	96		1 040	296	0
TERRE_DE_BOURGOGNE	177		3,51%	5	5		1 747	173	4
CENTRE CAPITAL DEVELOPPEMENT	11 467		5,05%	401	401		0	-329	0
SAEM_LOIRE	336		3,00%	10	10		162	67	0
SEPAL	351		23,33%	42	42		24	56	0
SEPAC	105		12,77%	1	1		452	-29	0
SIRCA	7		2,04%	0	0		199 227	353	0
SACAM PARTICIPATIONS	65 782		2,77%	2 005	2 005		152	2 749	0
SACAM FIRECA	69 334		2,62%	2 653	1 386		0	-4 586	0
SACAM ASSURANCE CAUTION	34 073		2,54%	981	981		0	3 555	0
SAS MIROMESNIL	38		2,85%	1	1		0	-2	0
SAS SEGUR	38		2,85%	1	1		0	-2	0
SCI_CAM	14 563		2,92%	424	424		3 412	792	0
SACAM_AVENIR	277 623		2,46%	9 439	6 821		0	-49	0
FIRECA EXPERIMENTATION	55 241		1,25%	802	664		192	219	0
SAS SACAM DEVELOPPEMENT	725 471		3,16%	23 059	23 059		0	72 131	1 228
SACAM INTERNATIONAL	469 221		3,12%	28 115	21 949		0	90 492	843
CREDIT_AGRICOLE_TITRE	31 234		2,12%	624	624		181 462	6 750	0
CA PAYMENTS & SERVICES	49 027		1,42%	695	695		431 159	27 771	0
SAS CAPS (ex CTCAM)	15 106		2,91%	1 812	1 349		13 881	1 077	0
C2MS	53 053		1,26%	670	670		0	2 996	0
SACAM IMMOBILIER	181 357		2,69%	4 895	4 895		0	4 447	65
SAS DELTA	79 550		2,80%	2 229	2 229		0	-34	0
CREDIT AGRICOLE CAPITAL PME	60 000		7,51%	4 233	4 233		0	12 548	894
CREDIT AGRICOLE CAPITAL PME 2	100 000		6,00%	6 000	6 000		0	85	0
SACAM MUTUALISATION	18 556 677		2,60%	482 411	482 411		0	262 902	0
CA CHEQUES	3 360		2,38%	80	80		24 396	0	0
GRANDS CRUS INVESTISSEMENTS	62 291		2,35%	2 000	2 000		53	-954	0
ORLÉANS SPECTACLES	40		2,40%	14	14		13	-51	0
CRÉDIT AGRICOLE INNOVATIONS ET TERRITOIRES	53 136		1,64%	932	815		0	-7 187	0
CRÉDIT AGRICOLE TECHNOLOGIES ET SERVICES	6		2,56%	0	0		954 830	1 044	34
CRÉDIT AGRICOLE LOGEMENT ET TERRITOIRE	8 600		6,40%	550	550		0	-30	0
COFILMO	4 824		2,22%	188	188		9 416	-648	0
EDOKIAL	38 417		1,30%	1 168	1 168		60 346	-4 196	0
GIE CREDIT AGRICOLE E-IMMO	2 025		2,53%	51	51		20 384	0	0
FPCI DEVELOPPEMENT FILIERE BOIS	2 576		3,70%	1 000	964		0	-220	0
AVANCE SACAM DEVELOPPEMENT 29 07 2003	0		0,00%	7 124	7 124		0	0	0
AVANCE SACAM DEVELOPPEMENT 26 01 2009	0		0,00%	3 660	3 660		0	0	0
IFCAM_AVANCE	0		0,00%	90	90		0	0	0
SACAM NEOPRO	45 169		2,48%	1 119	1 117		0	-15	0
CA REGIONS DETTE PRIVEE	5 000		8,00%	400	400		0	0	0
SACAM TRANSITION ENERGIE	400 193		2,53%	10 120	10 120		0	-8	0
SEM_18	605		3,85%	48	48		6 664	210	0
ESTEY SAS	22 053		1,41%	311	311		0	-3	0
Participations dont la valeur d'inventaire est inférieure à 1% du capital de la société astreinte à la publication									
Parts dans les entreprises liées dans les établissements de crédit :									
Participations dans des établissements de crédit :									
Autres parts dans les entreprises liées :									
Autres titres de participations :									
CRÉDIT AGRICOLE REGIONS DEVELOPPEMENT	27 840		0,58%	1 598	1 598		0	16 963	0
HABELLIS	94 276		0,25%	9	9		109 084	2 912	0
IDEB	1 995		0,89%	0	0		0	17	0
SAS FI VENTURE	141 940		0,13%	106	106		0	-1 535	0
FONDS DE GARANTIE DES DEPOSANTS	0		0,00%	9 827	9 827		0	0	0
TOTAL				1 368 891	1 350 448	0	2 068 125	2 390 177	3 129

— Valeur estimative des titres de participation :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024		31/12/2023	
	Valeur au bilan	Valeur estimative	Valeur au bilan	Valeur estimative
Parts dans les entreprises liées				
Titres non cotés	98 726	116 451	98 726	113 262
Titres cotés				
Avances consolidables	5 204	5 203	1 464	1 464
Créances rattachées				
Dépréciations	-7 636		-7 503	
Valeur nette au bilan	96 294	121 654	92 687	114 726
Titres de participation et autres titres détenus à long terme				
Titres de participation				
Titres non cotés	1 240 619	1 959 954	1 203 544	1 815 874
Titres cotés				
Avances consolidables	10 874	10 874	39 380	39 380
Créances rattachées	154	154	433	433
Dépréciations	-10 654		-13 646	
Sous-total titres de participation	1 240 993	1 970 982	1 229 711	1 855 687
Autres titres détenus à long terme				
Titres non cotés	13 468	13 872	11 947	12 690
Titres cotés				
Avances consolidables				
Créances rattachées				
Dépréciations	-153		-40	
Sous-total autres titres détenus à long terme	13 315	13 872	11 907	12 690
Valeur nette au bilan	1 254 308	1 984 854	1 241 618	1 868 377
Total des titres de participation	1 350 602	2 106 508	1 334 305	1 983 103

(En milliers d'euros)	31/12/2024		31/12/2023	
	Valeur au bilan	Valeur estimative	Valeur au bilan	Valeur estimative
Total valeurs brutes				
Titres non cotés	1 352 813		1 314 217	
Titres cotés				
Total	1 352 813		1 314 217	

Les valeurs estimatives sont déterminées d'après la valeur d'utilité des titres ; celle-ci n'est pas nécessairement la valeur de marché.

Note 7. – Variation de l'actif immobilisé.

— Immobilisations financières :

(En milliers d'Euros)	01/01/2024	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions, échéance)	Autres mouvements	31/12/2024
Parts dans les entreprises liées					
Valeurs brutes	98 726				98 726
Avances consolidables	1 464	3 740			5 204
Créances rattachées					
Dépréciations	-7 503	-164	31		-7 636
Valeur nette au bilan	92 687	3 576	31		96 294
Titres de participation et autres titres détenus à long terme					
Titres de participation					
Valeurs brutes	1 203 544	38 315	-1 240		1 240 619
Avances consolidables	39 380		-28 506		10 874
Créances rattachées	433	154	-433		154
Dépréciations	-13 646	-117	3 109		-10 654
Sous-total titres de participation	1 229 711	38 352	-27 070		1 240 993
Autres titres détenus à long terme					
Valeurs brutes	11 947	1 528	-7		13 468
Avances consolidables					
Créances rattachées					
Dépréciations	-40	-117	4		-153
Sous-total autres titres détenus à long terme	11 907	1 411	-3		13 315
Valeur nette au bilan	1 241 618	39 763	-27 073		1 254 308
Total	1 334 305	43 339	-27 042		1 350 602

— Immobilisations corporelles et incorporelles :

(En milliers d'Euros)	01/01/2024	Augmentations (acquisitions)	Diminutions (cessions, échéance)	Autres mouvements (1)	31/12/2024
Immobilisations corporelles					
Valeurs brutes	329 390	79 352	-81 417		327 325
Amortissements et dépréciations	-228 078	-11 157	31 021		-208 214
Mali technique de fusion sur immobilisations corporelles					
Valeurs brutes					
Amortissements et dépréciations					
Valeur nette au bilan	101 312	68 195	-50 396		119 111
Immobilisations incorporelles					
Valeurs brutes	8 398	175	-6 135		2 438
Amortissements et dépréciations	-6 914	-204	6 134		-984
Mali technique de fusion sur immobilisations incorporelles					
Valeurs brutes					
Amortissements et dépréciations					
Valeur nette au bilan	1 484	-29	-1		1 454
Total	102 796	68 166	-50 397		120 565

Note 8. – Comptes de régularisation et actifs divers.

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Autres actifs (1) :		
Instruments conditionnels achetés	119	293
Comptes de stock et emplois divers		
Débiteurs divers (2)	128 622	111 879
Gestion collective des titres Livret de développement durable		
Comptes de règlement	134	22
Valeur nette au bilan	128 875	112 194
Comptes de régularisation :		
Comptes d'encaissement et de transfert	45 447	34 184
Comptes d'ajustement et comptes d'écart	207	2 893
Pertes latentes et pertes à étaler sur instruments financiers	389	705
Charges constatées d'avance	4 603	1 082
Produits à recevoir sur engagements sur instruments financiers à terme	11 686	13 304
Autres produits à recevoir	58 621	79 387
Charges à répartir		
Autres comptes de régularisation	1 753	1 598
Valeur nette au bilan	122 706	133 153
Total	251 581	245 347

(1) Les montants incluent les créances rattachées.

(2) dont 4 434 milliers d'euros au titre du dépôt de garantie constitué au bénéfice du Fonds de Résolution Unique au 31 décembre 2024 contre 4 434 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

Pour rappel, le cadre réglementaire européen destiné à préserver la stabilité financière a été complété par la directive 2014/59/UE du 15 mai 2014 (Directive relative au redressement des banques et à la résolution de leurs défaillances) établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement. Le dispositif de financement du mécanisme de résolution est institué par le règlement européen UE n° 806/2014 du 15 juillet 2014 pour les établissements assujettis.

Le dépôt de garantie correspond aux garanties pour les établissements ayant eu recours aux engagements de paiement irrévocables visés à l'article 70, paragraphe 3, du règlement (UE) n° 806/2014 prévoyant que ces engagements ne dépassent pas 30 % du montant total des contributions perçues conformément à ce même article).

Conformément au règlement d'Exécution UE n° 2015/81 du 19 décembre 2014, lorsqu'une mesure de résolution fait intervenir le Fonds conformément à l'article 76 du règlement (UE) n° 806/2014, le CRU appelle tout ou partie des engagements de paiement irrévocables, effectués conformément au règlement (UE) n° 806/2014, afin de rétablir la part des engagements de paiement irrévocables dans les moyens financiers disponibles du Fonds fixés par le CRU dans la limite du plafond fixé à l'article 70, paragraphe 3, du règlement (UE) n° 806/2014 susmentionné.

Les garanties dont sont assortis ces engagements seront restituées conformément à l'article 3 du règlement UE n° 2015/81 du 19 décembre 2014, une fois que le Fonds reçoit dûment la contribution liée aux engagements de paiement irrévocables qui ont été appelés. Le Groupe ne s'attend pas à ce qu'une mesure de résolution nécessitant un appel complémentaire pour le Groupe, dans le cadre du dispositif susmentionné, intervienne en zone euro dans un horizon prévisible ; ni à une perte ou un retrait de son agrément bancaire.

Par ailleurs, ce dépôt de garantie classé en débiteur divers, à l'actif de l'établissement, sans changement par rapport aux exercices précédents, est rémunéré conformément à l'accord concernant l'engagement de paiement irrévocable et le dispositif de garantie contracté entre le Groupe et le Conseil de Résolution Unique. Celui-ci s'élève à 162 milliers d'euros au 31 décembre 2024 contre 128 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

Note 9. – Dépréciations inscrites en déduction de l'actif.

(En milliers d'Euros)	Solde au 01/01/2024	Dotations	Reprises et utilisations	Désactualisation	Autres mouvements	Solde au 31/12/2024
Sur opérations interbancaires et assimilées						
Sur créances clientèle	176 139	70 751	-60 101	-1 361		185 428
Sur opérations sur titres	7 971	1 970	-2 024			7 917
Sur valeurs immobilisées	21 950	461	-3 144			19 267
Sur autres actifs	91	196	-30			257
Total	206 151	73 378	-65 299	-1 361		212 869

Note 10. – Dettes envers les établissements de crédit - analyse par durée résiduelle.

(En milliers d'Euros)	31/12/2024							31/12/2023
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	Total
Établissements de crédit :								
Comptes et emprunts :								
A vue	109 240				109 240	1	109 241	99 930
A terme		1 500	1 000	73 370	75 870	428	76 298	54 175
Valeurs données en pension								
Titres donnés en pension livrée		86 852	116 026		202 878	1 612	204 490	69 704
Valeur au bilan	109 240	88 352	117 026	73 370	387 988	2 041	390 029	223 809
Opérations internes au Crédit Agricole :								
Comptes ordinaires	18 614				18 614		18 614	10 554
Comptes et avances à terme	787 325	2 189 920	4 948 147	2 434 190	10 359 582	22 198	10 381 780	10 681 813
Titres donnés en pension livrée								
Valeur au bilan	805 939	2 189 920	4 948 147	2 434 190	10 378 196	22 198	10 400 394	10 692 367
Total	915 179	2 278 272	5 065 173	2 507 560	10 766 184	24 239	10 790 423	10 916 176

Opérations internes au Crédit Agricole : Ce poste est constitué pour une large part des avances accordées par Crédit Agricole S.A. et nécessaires au financement de l'encours des prêts sur avances octroyés par la Caisse régionale.

Note 11. – Comptes créditeurs de la clientèle.**11.1. Comptes créditeurs de la clientèle - analyse par durée résiduelle :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2024							31/12/2023
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	Total
Comptes ordinaires créditeurs	4 784 957				4 784 957	655	4 785 612	4 938 456
Comptes d'épargne à régime spécial :	85 260				85 260		85 260	102 089
A vue	85 260				85 260		85 260	102 089
A terme								
Autres dettes envers la clientèle :	654 865	812 910	1 017 126	54 033	2 538 934	41 814	2 580 748	2 194 558
A vue	6 769				6 769	45	6 814	5 839
A terme	648 096	812 910	1 017 126	54 033	2 532 165	41 769	2 573 934	2 188 719
Valeurs données en pension livrée								
Valeur au bilan	5 525 082	812 910	1 017 126	54 033	7 409 151	42 469	7 451 620	7 235 103

11.2. Comptes créditeurs de la clientèle - analyse par zone géographique :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
France (y compris DROM-COM)	7 338 471	7 147 952
Autres pays de l'U.E.	28 148	23 427
Autres pays d'Europe	19 380	15 974
Amérique du Nord	10 473	9 442
Amérique Centrale et du Sud	850	371
Afrique et Moyen-Orient	7 293	7 213
Asie et Océanie (hors Japon)	4 498	4 504
Japon	38	27
Non ventilés et organismes internationaux		
Total en principal	7 409 151	7 208 910
Dettes rattachées	42 469	26 193
Valeur au bilan	7 451 620	7 235 103

11.3. Comptes créditeurs de la clientèle - analyse par agents économiques :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Particuliers	3 610 664	3 333 469
Agriculteurs	577 649	630 590
Autres professionnels	429 264	431 042
Clientèle financière	409 624	455 858
Entreprises	2 101 987	2 086 479
Collectivités publiques	7 746	7 017
Autres agents économiques	272 217	264 455
Total en principal	7 409 151	7 208 910
Dettes rattachées	42 469	26 193
Valeur au bilan	7 451 620	7 235 103

Note 12. – Dettes représentées par un titre.**12.1. Dettes représentées par un titre - analyse par durée résiduelle :**

(En milliers d'Euros)	31/12/2024							31/12/2023
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	Total
Bons de caisse								
Titres du marché interbancaire								
Titres de créances négociables	143 000	90 000			233 000	5 222	238 222	205 920
Emprunts obligataires								
Autres dettes représentées par un titre								
Valeur nette au bilan	143 000	90 000			233 000	5 222	238 222	205 920

Note 13. – Comptes de régularisation et passifs divers.

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Autres passifs (1)		
Opérations de contrepartie (titres de transaction)		
Dettes représentatives de titres empruntés		
Instruments conditionnels vendus	120	293
Comptes de règlement et de négociation		
Créditeurs divers (2)	142 985	186 835
Versements restant à effectuer sur titres	31 005	29 174
Valeur au bilan	174 110	216 302
Comptes de régularisation		
Comptes d'encaissement et de transfert	14 085	19 972
Comptes d'ajustement et comptes d'écart	217	2 890
Gains latents et gains à étaler sur instruments financiers	248	797
Produits constatés d'avance	66 213	55 599
Charges à payer sur engagements sur instruments financiers à terme	11 256	10 027
Autres charges à payer	40 048	65 149
Autres comptes de régularisation	11 590	37 239
Valeur au bilan	143 657	191 673
Total	317 767	407 975
(1) Les montants incluent les dettes rattachées.		
(2) dont 28 600 milliers d'euros au titre du dépôt de garantie matif dans le cadre du programme EMIR.		

Note 14. – Provisions.

(En milliers d'Euros)	Solde au 01/01/2024	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Autres mouvements	Solde au 31/12/2024
Provisions pour engagements de retraite et assimilés		49				49
Provisions pour autres engagements sociaux	1 132	190	-124			1 198
Provisions pour risques d'exécution des engagements par signature	20 435	45 017		-45 055		20 397
Provisions pour litiges fiscaux (1)	13	1 511	-12			1 512
Provisions pour autres litiges	3 697	640	-54	-667		3 616
Provisions pour risques pays						
Provisions pour risques de crédit (2)	111 094	289 792		-281 930		118 956
Provisions pour restructurations						
Provisions pour impôts	104					104
Provisions sur participations						
Provisions pour risques opérationnels (3)	3 264	367	-504	-204		2 923
Provisions pour risque de déséquilibre du contrat épargne logement (4)	5 701			-1 701		4 000
Autres provisions	7 935	3 624	-1 597	-304		9 658
Valeur au bilan	153 375	341 190	-2 291	-329 861		162 413
(1) Provisions couvrant des redressements fiscaux déjà notifiés.						
(2) Ces provisions sont établies sur base collective à partir notamment des estimations découlant des modèles bâlois.						
(3) Cette provision est destinée à couvrir les risques d'insuffisance de conception, d'organisation et de mise en œuvre des procédures d'enregistrement dans le système comptable et plus généralement dans les systèmes d'information de l'ensemble des événements relatifs aux opérations de l'établissement.						
(4) Cf note 15 ci-après						

Note 15. – Epargne logement.

— Encours collectés au titre des comptes et plans d'épargne-logement sur la phase d'épargne :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Plans d'épargne-logement		
Ancienneté de moins de 4 ans	59 137	135 556
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	293 145	230 932
Ancienneté de plus de 10 ans	1 864 504	2 030 084
Total plans d'épargne-logement	2 216 787	2 396 572
Total comptes épargne-logement	375 036	365 299
Total encours collectés au titre des contrats épargne-logement	2 591 822	2 761 871

L'ancienneté est déterminée conformément au règlement ANC 2014-07.

Les encours de collecte sont des encours hors prime d'état.

— Encours de crédits octroyés au titre des comptes et plans d'épargne-logement :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Plans d'épargne-logement	10 797	2 749
Comptes épargne-logement	4 101	2 582
Total encours de crédit octroyés au titre des contrats épargne-logement	14 898	5 331

— Provision au titre des comptes et plans d'épargne-logement :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Plans d'épargne-logement		
Ancienneté de moins de 4 ans	0	0
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	0	0
Ancienneté de plus de 10 ans	610	625
Total plans d'épargne-logement	610	625
Total comptes épargne-logement	0	0
Total provision au titre des contrats épargne-logement	610	625

La provision Epargne Logement comprend 3 composantes :

- La composante épargne est liée à l'option vendue au détenteur d'un PEL de pouvoir proroger son placement à des conditions de taux préfixés.
- La composante engagement est liée aux crédits PEL et CEL qui pourront être réalisés dans le futur à des conditions de taux préfixées.
- La composante crédit est liée aux crédits PEL et CEL déjà réalisés à des conditions de taux qui, à l'époque de leur réalisation, ont pu être en décalage avec les taux de marché.

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire a décidé de figer le niveau de la provision Epargne Logement (EL) au 31 décembre 2024 à son niveau du 30 juin 2024, soit 0,610 M€.

L'option clientèle d'utilisation des droits portée par les contrats PEL/CEL donnerait la possibilité d'un tirage de crédit à taux réduits. Elle n'a été utilisée que très marginalement avant 2022 et demeure très faiblement exercée par la clientèle en raison d'un marché immobilier perturbé par la hausse des taux historique de 2023. La récente stabilisation du marché immobilier engendre une incertitude quant au niveau futur du coefficient d'utilisation des droits à prêt des PEL et CEL. Des travaux d'évaluation ont été lancés et sont toujours en cours.

Dans ces conditions, par prudence, le niveau des provisions est resté figé au 31 décembre 2024.

Le calcul de la provision de la composante engagement prend en compte des paramètres qui ont été fixés à dire d'expert pour les générations PEL à 2,5%, 2%, 1,5% et 1% : le coefficient d'utilisation trimestrielle des droits à prêt et le taux des prêts accordés dans le cadre du contrat du PEL. Ces paramètres ont été fixés à dire d'expert dans la mesure où l'historique à notre disposition qui aurait permis leur évaluation ne reflète pas les conditions actuelles.

Une hausse de 0,1% du coefficient d'utilisation trimestrielle des droits à prêt engendrerait (toutes choses égales par ailleurs) une hausse de la provision de 7,06 % pour la Caisse régionale. Une hausse de 0,1% du taux des prêts accordés dans le cadre du contrat du PEL engendrerait (toutes choses égales par ailleurs) une baisse de la provision de 18,97 % pour la Caisse régionale.

Il est à noter que la mise à jour selon les modèles actuels du calcul de la provision Epargne Logement aurait entraîné une dotation mécanique de 42,63 % du montant provisionné en lien avec une baisse des taux annuels moyens de près de 50bps.

Note 16. – Engagements sociaux : avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définies.

Les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi désignent les accords formalisés ou non formalisés en vertu desquels une entreprise verse des avantages postérieurs à l'emploi à un ou plusieurs membres de son personnel.

Les régimes à prestations définies désignent les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi autres que les régimes à cotisations définies.

Les régimes à cotisations définies désignent les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi en vertu desquels une entreprise verse des cotisations définies à une entité distincte (un fonds) et n'aura aucune obligation juridique ou implicite de payer des cotisations supplémentaires si le fonds n'a pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs.

D'autre part, la recommandation 2013-02, recommandation abrogée et intégrée dans la section 4 du chapitre II du titre III du règlement ANC 2014-03, reprend les dispositions de la norme IAS 19 relative aux avantages du personnel, à l'exception de celles relatives aux avantages à court terme et à ceux payés sous forme d'instrument de capitaux propres.

— Variations de la dette actuarielle :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Dette actuarielle à l'ouverture	33 120	33 312
Coût des services rendus sur l'exercice	2 273	2 400
Coût financier	1 061	1 168
Cotisations employés	0	0
Modifications, réductions et liquidations de régime (1)	0	-944
Variation de périmètre	41	-27
Indemnités de cessation d'activité	0	0
Prestations versées (obligatoire)	-2 631	-2 160
(Gains) / pertes actuariels	-854	-629
Autres mouvements	0	0
Dette actuarielle à la clôture	33 010	33 120
<i>(1) Au 31/12/2024, l'impact de la réforme des retraites est de 0 milliers d'euros</i>		

— Détail de la charge comptabilisée au compte de résultat :

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Coût des services rendus	2 273	2 400
Coût financier	1 061	1 168
Rendement attendu des actifs	-1 203	-1 354
Coût des services passés	0	-944
Amortissement des (Gains) / pertes actuariels net	-61	-94
(Gains) / pertes sur réductions et liquidations de régimes	0	0
(Gains) / pertes du(e) au changement de limitation d'actif	-267	-556
Charge nette comptabilisée au compte de résultat	1 804	620

— Variations de juste valeur des actifs des régimes :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Juste valeur des actifs / droits à remboursement à l'ouverture	36 734	37 211
Rendement attendu des actifs	1 203	1 354
Gains / (pertes) actuariels	-21	-456
Cotisations payées par l'employeur	1 658	813
Cotisations payées par les employés	0	0
Modifications, réductions et liquidations de régime	0	0
Variation de périmètre	41	-27
Indemnités de cessation d'activité	0	0
Prestations payées par le fonds	-2 631	-2 160
Autres mouvements		
Juste valeur des actifs / droits à remboursement à la clôture	36 984	36 734

— Composition des actifs des régimes :

Les actifs des régimes sont constitués de police d'assurances éligibles :

- Prédica : pour les indemnités de fin de carrière, les engagements de retraite.
- Fomugei : pour les engagements de retraite des présidents de Caisse régionale.
- Adicam : Pour le régime de retraite supplémentaire et les indemnités de fin de carrière des cadres dirigeants.

— Variations de la provision :

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Dette actuarielle à la clôture	-33 010	-33 120
Impact de la limitation d'actifs	0	-267
Gains et (pertes) actuariels restant à étaler	-3 859	-3 088
Juste valeur des actifs fin de période	36 984	36 734
Position nette (passif)/ actifs a la clôture	114	259

— Rendement des actifs des régimes :

Rendements des actifs de régime sur 2024		
Indemnités de fin de carrière	Retraite des présidents	Retraite des cadres dirigeants
3,17 %	3,51 %	3,17 %

— Hypothèses actuarielles utilisées :

Taux d'actualisation sur 2024				
Indemnités de fin de carrière		Retraite des présidents	Retraite des cadres dirigeants	
Salariés	Dirigeants		Ancien Régime	Nouveau Régime
3,38 %	3,18 %	3,55 %	3,18 %	3,38 %

Au 31 décembre 2024, les taux de sensibilité démontrent que :

– une variation de plus 50 bp des taux d'actualisation conduirait à une baisse de l'engagement de :

- 4,86 % pour les indemnités de fin de carrière des salariés ;
- 0,5 % pour la retraite des présidents ;
- 2,13 % pour les indemnités de fin de carrière des cadres dirigeants ;
- 0,91 % pour la retraite des cadres dirigeants ancien régime ;
- 3,09 % pour la retraite des cadres dirigeants nouveau régime ;

– une variation de moins 50 bp des taux d'actualisation conduirait à une hausse de l'engagement de :

- 5,26 % pour les indemnités de fin de carrière des salariés ;
- 0,6 % pour la retraite des présidents ;
- 2,22 % pour les indemnités de fin de carrière des cadres dirigeants ;
- 0,94 % pour la retraite des cadres dirigeants ancien régime ;
- 3,27 % pour la retraite des cadres dirigeants nouveau régime.

Note 17. – Dettes subordonnées : analyse par durée résiduelle.

(En milliers d'Euros)	31/12/2024							31/12/2023
	≤ 3 mois	> 3 mois ≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total	Total
Dettes subordonnées à terme								
Euro								
Autres devises de l'Union Européenne								
Franc suisse								
Dollar								
Yen								
Autres devises								
Titres et emprunts participatifs								
Autres emprunts subordonnés à terme								
Dettes subordonnées à durée indéterminée (1)								
Euro								
Autres devises de l'Union Européenne								
Franc suisse								
Dollar								
Yen								
Autres devises								
Placement des fonds propres des Caisses Locales		412	243 331	7 189	250 932	256	251 188	266 016
Dépôts de garantie à caractère mutuel								
Valeur au bilan		412	243 331	7 189	250 932	256	251 188	266 016
(1) Durée résiduelle des dettes subordonnées à durée indéterminée positionnées par défaut en > 5 ans.								

Le montant des charges relatives aux dettes subordonnées s'élève à 8 221 milliers d'euros au 31 décembre 2024 contre 8 625 milliers d'euros au 31 décembre 2023. Les placements financiers des Caisses Locales auprès de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire s'inscrivent dans le respect du dispositif de placement des Caisses Locales.

Les Titres Négociables à Moyen Terme (ex Bons à Moyen Terme Négociables subordonnés) ont été souscrits pour une durée de 5 ans.

Note 18. – Variation des capitaux propres (avant répartition)

— Variation des capitaux propres ::

(En milliers d'Euros)	Capitaux propres							
	Capital	Réserve légale	Réserve statutaire	Primes, autres réserves et report à nouveau	Ecarts conversion / réévaluation	Provisions réglementées & subventions d'investissement	Résultat	Total des capitaux propres
Solde au 31/12/2022	56 119	1 308 274	32 031	585 226			75 999	2 057 649
Dividendes versés au titre de N-2							-7 212	-7 212
Variation de capital(5)								
Variation des primes et réserves(5)								
Affectation du résultat social N-2		51 589		17 196			-68 785	
Report à nouveau								
Résultat de l'exercice N-1							71 296	71 296
Autres variations								
Solde au 31/12/2023	56 119	1 359 863	32 031	602 422			71 298	2 121 733
Dividendes versés au titre de N-1							-7 129	-7 129
Variation de capital								
Variation des primes et réserves								
Affectation du résultat social N-1		48 126		16 042			-64 168	
Report à nouveau								
Résultat de l'exercice N							75 997	75 997
Autres variations								
Solde au 31/12/2024	56 119	1 407 989	32 031	618 464			75 998	2 190 601

Résultat par action. — Une entité doit calculer le résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires. Celui-ci doit être calculé en divisant le résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires par le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation.

Les capitaux propres de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire sont composés de parts sociales et de CCA.

Conformément aux dispositions relatives au plafond de rémunération des parts sociales émises par les coopératives, promulguée le 9 décembre 2016 dans le cadre de la loi 2016-1691 sur la transparence, la lutte contre la corruption et la modernisation de la vie économique (dite loi « Sapin 2 »), la rémunération des parts sociales est au plus égale à la moyenne du TMO, sur les 3 dernières années civiles précédant la date de l'Assemblée Générale annuelle, majorée de 200 points de base.

La rémunération des CCA est quant à elle fixée annuellement par l'Assemblée générale des sociétaires et doit être au moins égale à celle des parts sociales.

Par conséquent, du fait des particularités liées au statut des sociétés coopératives à capital variable portant tant sur la composition des capitaux propres qu'aux caractéristiques de leur rémunération, la communication du résultat par action est inappropriée.

Note 19. – Composition des capitaux propres.

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Capitaux propres hors FRBG	2 190 601	2 121 732
Fonds pour risques bancaires généraux	144 011	144 011
Total des capitaux propres	2 334 612	2 265 743

Par ailleurs, les dettes subordonnées et titres participatifs s'élèvent à 251 188 milliers d'euros au 31 décembre 2024 contre 266 016 milliers d'euros au 31 décembre 2023.

Note 20. – Transactions effectuées avec les parties liées.

Toutes les transactions avec les parties liées ont été conclues à des conditions normales de marché. Les conditions peuvent être considérées comme normales lorsqu'elles sont habituellement pratiquées par l'établissement dans les rapports avec les tiers de sorte que le bénéficiaire de la convention n'en retire pas un avantage par rapport aux conditions faites à un tiers quelconque de la société, compte tenu des conditions d'usage dans les sociétés du même secteur.

Conformément aux règlements ANC n°2010-4 du 7 octobre 2010, il n'y a pas d'opérations au titre des parties liées qui soient conclues à des conditions anormales de marché.

Note 21. – Operations de change, prêts et emprunts en devises.

— Contributions par devise au bilan :

(En milliers d'euros)	31/12/2024		31/12/2023	
	A recevoir	A livrer	A recevoir	A livrer
Opérations de change au comptant				
- Devises				
- Euros				
Opérations de change à terme	12 451	12 432	20 993	20 964
- Devises	6 332	6 332	10 469	10 469
- Euros	6 119	6 100	10 524	10 495
Prêts et emprunts en devises				
Total	12 451	12 432	20 993	20 964

Note 22. – Operations sur instruments financiers a terme.

(En milliers d'Euros)	31/12/2024			31/12/2023
	Opérations de couverture	Opérations autres que de couverture	Total	Total
Opérations fermes	5 334 226	251 031	5 585 257	5 536 255
Opérations sur marchés organisés (1)				
Contrats à terme de taux d'intérêt				
Contrats à terme de change				
Instruments à terme ferme sur actions et indices boursiers				
Autres contrats à terme				
Opérations de gré à gré (1)	5 334 226	251 031	5 585 257	5 536 255
Swaps de taux d'intérêt	5 334 226	250 270	5 584 496	5 535 494
Autres contrats à terme de taux d'intérêt				
Contrats à terme de change				
FRA				
Instruments à terme ferme sur actions et indices boursiers		761	761	761
Autres contrats à terme				
Opérations conditionnelles		70 570	70 570	94 528
Opérations sur marchés organisés				
Instruments de taux d'intérêt à terme				
Achetés				
Vendus				
Instruments sur action et indices boursiers à terme				
Achetés				
Vendus				
Instruments de taux de change à terme				
Achetés				
Vendus				
Autres instruments à terme conditionnels				
Achetés				
Vendus				
Opérations de gré à gré		70 570	70 570	94 528
Options de swaps de taux				
Achetées				
Vendues				
Instruments de taux d'intérêts à terme				
Achetés		32 691	32 691	43 654
Vendus		32 691	32 691	43 654
Instruments de taux de change à terme				
Achetés		2 594	2 594	3 610
Vendus		2 594	2 594	3 610
Instruments sur actions et indices boursiers à terme				
Achetés				
Vendus				
Autres instruments à terme conditionnels				
Achetés				
Vendus				
Dérivés de crédit				
Contrats de dérivés de crédit				
Achetés				
Vendus				
Total	5 334 226	321 601	5 655 827	5 630 783

(1) Les montants indiqués sur les opérations fermes correspondent au cumul des positions prêteuses et emprunteuses (swaps de taux et options de swap de taux), ou au cumul des achats et ventes de contrats (autres contrats).

22.1. Opérations sur instruments financiers à terme : encours notionnels par durée résiduelle :

(En milliers d'Euros)	Total 31/12/2024			Dont opérations effectuées de gré à gré			Dont opérations sur marchés organisés et assimilés		
	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans
Futures									
Options de change	5 188			5 188					
Options de taux									
Opérations fermes en devise sur marchés organisés									
F.R.A.									
Swaps de taux d'intérêt	733 758	1 562 149	3 288 589	733 758	1 562 149	3 288 589			
Caps, floors, collars	33 333	31 577	472	33 333	31 577	472			
Forward taux									
Opérations fermes sur actions et indices		761			761				
Opérations conditionnelles sur actions et indices									
Dérivés sur actions, indices boursiers et métaux précieux									
Dérivés de crédit									
Sous total	772 279	1 594 487	3 289 061	772 279	1 594 487	3 289 061			
Swaps de devises									
Opérations de change à terme	22 304	2 579		22 304	2 579				
Sous total	22 304	2 579		22 304	2 579				
Total	794 583	1 597 066	3 289 061	794 583	1 597 066	3 289 061			

(En milliers d'Euros)	Total 31/12/2023			Dont opérations effectuées de gré à gré			Dont opérations sur marchés organisés et assimilés		
	≤ 1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	≤ 1an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans
Futures									
Options de change	7 220			7 220					
Options de taux									
Opérations fermes en devise sur marchés organisés									
F.R.A.									
Swaps de taux d'intérêt	618 244	1 753 147	3 164 103	618 244	1 753 147	3 164 103			
Caps, floors, collars	29 144	57 607	557	29 144	57 607	557			
Forward taux									
Opérations fermes sur actions et indices		761			761				
Opérations conditionnelles sur actions et indices									
Dérivés sur actions, indices boursiers et métaux précieux									
Dérivés de crédit									
Sous total	654 608	1 811 515	3 164 660	654 608	1 811 515	3 164 660			
Swaps de devises									
Opérations de change à terme	38 615	3 341		38 615	3 341				
Sous total	38 615	3 341		38 615	3 341				
Total	693 223	1 814 856	3 164 660	693 223	1 814 856	3 164 660			

22.2. Instruments financiers à terme : juste valeur :

(En milliers d'euros)	Juste Valeur Positive au 31/12/2024	Juste Valeur Négative au 31/12/2024	Encours Notionnel au 31/12/2024	Juste Valeur Positive au 31/12/2023	Juste Valeur Négative au 31/12/2023	Encours Notionnel au 31/12/2023
Futures						
Options de change	2	2	5 188	52	52	7 220
Options de taux						
Opérations fermes en devise sur marchés organisés						
F.R.A.						
Swaps de taux d'intérêt	141 574	121 014	5 584 496	199 846	107 928	5 535 494
Caps, floors, collars	238	238	65 382	813	813	87 308
Forward taux						
Opérations fermes sur actions et indices	58		761	117		761
Opérations conditionnelles sur actions et indices						
Dérivés sur actions, indices boursiers et métaux précieux						
Dérivés de crédit						
Sous total	141 872	121 254	5 655 827	200 828	108 793	5 630 783
Swaps de devises						
Opérations de change à terme	255	236	24 883	193	163	41 956
Sous total	255	236	24 883	193	163	41 956
Total	142 127	121 490	5 680 710	201 021	108 956	5 672 739

22.3. Information sur les Swaps :

— Ventilation des swaps de taux d'intérêt :

(En milliers d'euros)	Position ouverte isolée	Micro-couverture	Macro-couverture	Portefeuille de transaction
Swaps de taux	250 270	404 425	4 929 801	
Contrats assimilés (1)				
(1) Il s'agit des contrats assimilés au sens de l'article 2521-1 du règlement ANC 2014-07.				

Note 23. – Informations relatives au risque de contrepartie sur produits dérivés.

L'évaluation du risque de contrepartie attaché aux Instruments Financiers à Terme utilisés par l'établissement mesurée par la valeur de marché de ces instruments et par le risque de crédit potentiel résultant de l'application de facteurs de majoration (add-on) réglementaires, fonction de la durée résiduelle et de la nature des contrats peut être résumée de la façon suivante :

(En milliers d'Euros)	Etablissements financiers de l'OCDE	Groupe crédit agricole	Autres contreparties
Opérations sur instruments de taux d'intérêt		5 492 052	157 826
Opérations sur instruments de taux de change		2 594	2 594
Opérations sur autres instruments			761

Note 24. – Engagements de financement et de garantie et autres garanties.

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Engagements donnés :		
Engagements de financement	1 520 099	1 543 800
Engagements en faveur d'établissements de crédit		
Engagements en faveur de la clientèle	1 520 099	1 543 800
Engagements de garantie	495 885	411 649
Engagements d'ordre d'établissement de crédit		14 422
Engagements d'ordre de la clientèle	495 885	397 227
Engagements sur titres	850	1 552
Titres acquis avec faculté de rachat ou de reprise		
Autres engagements à donner	850	1 552
Engagements reçus :		
Engagements de financement	17 735	16 499
Engagements reçus d'établissements de crédit	17 735	16 499
Engagements reçus de la clientèle		
Engagements de garantie	6 140 630	6 075 864
Engagements reçus d'établissements de crédit	859 632	921 235
Engagements reçus de la clientèle	5 280 998	5 154 629
Engagements sur titres	2 668	1 552
Titres vendus avec faculté de rachat ou de reprise		
Autres engagements reçus	2 668	1 552

Note 25. – Actifs donnés et reçus en garantie.**Créances apportées en garantie :**

Au cours de l'année 2024, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire a apporté 5 814 085 milliers d'euros de créances en garantie dans le cadre de la participation du groupe Crédit Agricole à différents mécanismes de refinancement, contre 6 242 638 milliers d'euros en 2023. La Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire conserve l'intégralité des risques et avantages associés à ces créances.

En particulier, la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire a apporté :

- 1 554 142 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. dans le cadre des opérations de refinancement du Groupe auprès de la Banque de France, contre 2 136 841 milliers d'euros en 2023;
- 172 642 milliers d'euros de créances hypothécaires à Crédit Agricole S.A. dans le cadre du refinancement auprès de la CRH (Caisse de Refinancement de l'Habitat), contre 176 842 milliers d'euros en 2023;
- 4 087 300 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole S.A. ou à d'autres partenaires du Groupe dans le cadre de divers mécanismes de refinancement, contre 3 928 955 milliers d'euros en 2023.

La Banque de France a mis fin, à compter du 13 décembre 2024, au canal de remise Additional Credit Claims Corporates dans le cadre des dispositifs exceptionnels mis en place en 2011 en réponse à la crise financière. Seules les créances « Prêts Garantis par l'Etat » resteront éligibles aux remises de créances en Banque Centrale.

Note 26. – Engagements donnés aux entreprises liées.

La lettre de garantie donnée par la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire à Crédit Agricole SA s'élève à 2 115 millions d'euros au 31 décembre 2024.

Note 27. – Produits nets d'intérêts et revenus assimilés.

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Sur opérations avec les établissements de crédit	12 050	6 811
Sur opérations internes au Crédit Agricole	83 588	85 694
Sur opérations avec la clientèle	381 884	333 465
Sur obligations et autres titres à revenu fixe	15 781	10 518
Produit net sur opérations de macro-couverture	64 013	43 912
Sur dettes représentées par un titre		
Autres intérêts et produits assimilés		2
Intérêts et produits assimilés	557 316	480 402
Sur opérations avec les établissements de crédit	-12 859	-23 292
Sur opérations internes au Crédit Agricole	-318 038	-289 687
Sur opérations avec la clientèle	-98 030	-56 513
Charge nette sur opérations de macro-couverture		
Sur obligations et autres titres à revenu fixe	-741	
Sur dettes représentées par un titre	-11 055	-5 588
Autres intérêts et charges assimilées		
Intérêts et charges assimilées	-440 723	-375 080
Total produits nets d'intérêts et revenus assimilés (1)	116 593	105 322
<i>(1) Le montant des charges nettes d'intérêts et revenus assimilés des dettes subordonnées au 31 décembre 2024 est de 8 221 milliers d'euros contre 8 625 milliers d'euros au 31 décembre 2023.</i>		

Les opérations de macro-couverture portent sur l'ensemble du portefeuille et sont, par nature, non affectables à un type d'opérations. Elles sont présentées sur des lignes spécifiques.

Note 28. – Revenus des titres à revenus variables.

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Parts dans les entreprises liées, titres de participation et autres titres détenus à long terme	68 011	55 656
Titres de placement et titres de l'activité de portefeuille	2 479	2 483
Opérations diverses sur titres		
Total des revenus des titres à revenus variables	70 490	58 139

Note 29. – Produit net des commissions.

(En milliers d'Euros)	31/12/2024			31/12/2023		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Sur opérations avec les établissements de crédit	1 113	-68	1 045	1 383	-77	1 306
Sur opérations internes au Crédit Agricole	26 294	-26 594	-300	31 170	-25 943	5 227
Sur opérations avec la clientèle	43 440	-413	43 027	42 387	-396	41 991
Sur opérations sur titres		-2	-2		-13	-13
Sur opérations de change	166	-1	165	156	-1	155
Sur opérations sur instruments financiers à terme et autres opérations de hors-bilan	579	-76	503	250	-53	197
Sur prestations de services financiers (1)	153 497	-13 749	139 748	147 911	-13 393	134 518
Provision pour risques sur commissions	547	-117	430	177	-600	-423
Total produit net des commissions	225 636	-41 020	184 616	223 434	-40 476	182 958
<i>(1) Dont prestations assurance-vie : 32 442 milliers d'euros au 31 décembre 2024 contre 28 415 milliers d'euros au 31 décembre 2023.</i>						

Note 30. – Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation.

(En milliers d'euros)	31/12/2024	31/12/2023
Solde des opérations sur titres de transaction		
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés	801	641
Solde des autres opérations sur instruments financiers à terme	11	250
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	812	891

Note 31. – Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés.

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Titres de placement		
Dotations aux dépréciations	-1 777	-2 659
Reprises de dépréciations	1 936	5 992
Dotations ou reprises nettes aux dépréciations	159	3 333
Plus-values de cession réalisées	4 105	7 910
Moins-values de cession réalisées	-1 012	-2 069
Solde des plus et moins-values de cession réalisées	3 093	5 841
Solde des opérations sur titres de placement	3 252	9 174
Titres de l'activité de portefeuille		
Dotations aux dépréciations	-192	-194
Reprises de dépréciations	88	
Dotations ou reprises nettes aux dépréciations	-104	-194
Plus-values de cession réalisées		
Moins-values de cession réalisées		
Solde des plus et moins-values de cession réalisées		
Solde des opérations sur titres de l'activité de portefeuille	-104	-194
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	3 148	8 980

Note 32. – Autres produits et charges d'exploitation bancaire.

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Produits divers	2 247	10 186
Quote-part des opérations faites en commun		
Refacturation et transfert de charges	113	17
Reprises provisions	41	1 175
Autres produits d'exploitation bancaire	2 401	11 378
Charges diverses	-1 350	-1 951
Quote-part des opérations faites en commun	-125	-76
Refacturation et transfert de charges		
Dotations provisions	-1	
Autres charges d'exploitation bancaire	-1 476	-2 027
Total autres produits et charges d'exploitation bancaire	925	9 351

Note 33. – Charges générales d'exploitation.

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Frais de personnel :		
Salaires et traitements	-96 663	-95 752
Charges sociales	-45 457	-44 110
- Dont cotisations au titre des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi à cotisations définies	-10 957	-10 896
Intéressement et participation	-10 260	-9 825
Impôts et taxes sur rémunérations	-14 478	-14 437
Total des charges de personnel	-166 858	-164 124
Refacturation et transferts de charges de personnel	9 580	9 886
Frais de personnel nets	-157 278	-154 238
Frais administratifs :		
Impôts et taxes	-3 231	-3 405
Services extérieurs, autres frais administratifs et contributions réglementaires (1)	-92 799	-97 495
Total des charges administratives	-96 030	-100 900
Refacturation et transferts de charges administratives	2 475	2 652
Frais administratifs nets	-93 555	-98 248
Charges générales d'exploitation	-250 833	-252 486
(1) Dont 140 milliers d'euros au titre du fonds de résolution unique au titre de l'exercice 2024		

— Effectif moyen :

Effectif par catégorie

(Effectif moyen du personnel en activité au prorata de l'activité) :

Catégories de personnel	31/12/2024	31/12/2023
Cadres	606	615
Non cadres	1 178	1 218
Total de l'effectif moyen	1 784	1 833
Dont :		
- France	1 784	1 833
- Etranger		
Dont : - Personnel mis à disposition		

Le montant des indemnités administrateurs et salaires bruts versés aux administrateurs de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire et aux mandataires sociaux au 31 décembre 2023 est de 841 103 €.

Le montant des avances et crédits accordés aux administrateurs de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire et aux mandataires sociaux s'élève au 31 décembre 2024 à 6 098 100 €.

Note 34. – Cout du risque.

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Dotations aux provisions et dépréciations	-404 049	-377 113
Dépréciations de créances douteuses	-68 172	-62 404
Autres provisions et dépréciations	-335 877	-314 709
Reprises de provisions et dépréciations	387 309	366 026
Reprises de dépréciations de créances douteuses (1)	58 876	49 500
Autres reprises de provisions et dépréciations (2)	328 433	316 526
Variation des provisions et dépréciations	-16 740	-11 087
Pertes sur créances irrécouvrables non dépréciées (3)	-17 619	-414
Pertes sur créances irrécouvrables dépréciées (4)	-18 474	-11 861
Décote sur prêts restructurés	-86	-343
Récupérations sur créances amorties	18 437	702
Autres pertes	-76	-16
Autres produits		
Cout du risque	-34 558	-23 019

(1) Dont 6 676 milliers d'euros utilisées en couverture de pertes sur créances douteuses non compromises et 1 361 milliers d'euros liés à l'effet de désactualisation des dépréciations sur créances douteuses.
 (2) Dont 130 milliers d'euros utilisés en couverture de risques provisionnés au passif
 (3) Dont 76 milliers d'euros sur les créances douteuses compromises
 (4) Dont 11 798 milliers d'euros sur les créances douteuses compromises.

Note 35. – Résultat net sur actifs immobilisés.

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Immobilisations financières :		
Dotations aux dépréciations	-398	-873
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	-398	-873
Reprises de dépréciations	3 144	4 298
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	3 144	4 298
Dotation ou reprise nette aux dépréciations	2 746	3 425
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	2 746	3 425
Plus-values de cessions réalisées	435	259
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	435	259
Moins-values de cessions réalisées		
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme		
Pertes sur créances liées à des titres de participation		
Solde des plus et moins-values de cessions	435	259
Sur titres d'investissement		
Sur parts dans les entreprises liées, participations et autres titres détenus à long terme	435	259
Solde en perte ou en bénéfice	3 181	3 684
Immobilisations corporelles et incorporelles :		
Plus-values de cessions		270
Moins-values de cessions	-62	-230
Solde en perte ou en bénéfice	-62	40
Résultat net sur actifs immobilisés	3 119	3 724

Note 36. – Charges et produits exceptionnels.

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire n'a pas comptabilisé de résultat exceptionnel en 2024.

Note 37. – Impôt sur les bénéfices.

En milliers d'Euros	31/12/2024	31/12/2023
Impôt courant	6 954	11 556
Impôt exceptionnel		
Impôts sur les bénéfices	6 954	11 556

La Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire fait partie, depuis l'exercice 2010, du groupe fiscal constitué par Crédit Agricole SA. Une convention régit les modalités de réaffectation des économies d'impôts réalisés.
 La charge fiscale est de 6 954 milliers d'euros, après prise en compte de l'intégration fiscale (gain de 2 843 milliers d'euros).

Note 38. – Informations relatives aux résultats des activités bancaires.

Le secteur d'activité de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire est celui de la banque de proximité en France.

Banque de proximité en France – Caisses régionales

Ce pôle métier recouvre les 39 Caisses régionales et leurs filiales.

Les Caisses régionales représentent la banque des particuliers, des agriculteurs, des professionnels, des entreprises et des collectivités locales, à fort ancrage local.

Les Caisses régionales de Crédit Agricole commercialisent toute la gamme de produits et services bancaires et financiers : supports d'épargne (monétaires, obligataires, titres) ; placements d'assurance-vie ; distribution de crédits, notamment à l'habitat et à la consommation, aux entreprises, aux professionnels et à l'agriculture ; offre de moyens de paiement ; services à la personne ; services parabancaires ; gestion de patrimoine. Les Caisses régionales distribuent également une gamme très large de produits d'assurance dommages et de prévoyance.

Note 39. – Evénements postérieurs à la clôture susceptibles de remettre en cause la continuité de l'exploitation.

Aucun événement intervenant entre la date de clôture et la date d'établissement des comptes ne remet en cause la continuité de l'exploitation, par leurs influences sur le patrimoine et la situation financière de l'établissement.

Note 40. – Affectation des résultats.

(En milliers d'Euros)	31/12/2024	31/12/2023
Intérêts aux parts sociales	1 217	1 217
Dividendes de CCA	6 340	5 912
Réserves légales	51 331	48 125
Autres réserves	17 110	16 042
Report à nouveau	0	0
Report à nouveau suite changement de méthode	0	0
Résultat	75 998	71 296

Note 41. – Publicité des honoraires de commissaires aux comptes

Collège des Commissaires aux Comptes de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire :

(En milliers d'Euros hors taxes)	ORCOM	%	Forvis Mazars	%
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels (*)	91	100%	91	89%
Certification des informations en matière de durabilité (CSRD)	0	0%	11	11%
Services autres que la certification des comptes	0	0%	0	0%
Total	91		102	

(*) Compris les prestations d'experts indépendants ou du réseau à la demande des commissaires aux comptes dans le cadre de la certification des comptes.

Note 42. – Mise à disposition du rapport financier.

Le rapport Financier de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire est à la disposition du public, sur le site internet de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Centre Loire :

<https://www.credit-agricole.fr/ca-centreloire/particulier/informations/Rapport-Financier-Annuel.html>